



COMMUNE DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN
GEMEENTE SINT-JANS-MOLENBEEK

CONSEIL COMMUNAL DU 26 AOÛT 2026
GEMEENTERAAD VAN 26 AUGUSTUS 2026

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Hassan Rahali, *Président du Conseil/Voorzitter van de Raad* ;
Dirk De Block, Amet Gjanaj, Josiane Dostie, Abdelkarim Haouari, Saliha Raiss, Mohammed El Bouzidi, Mohammed Kalandar, Oumar Diallo, *Échevin(e)s/Schepenen* ;
Jamel Azaoum, Olivier Mahy, Hind Addi, Yassine Akki, Didier Fabien Willy Milis, Rachid Ben Salah, Taoufik Hamzaoui, Didier-Charles Van Merris, Hamza Zibouh, Harmony Deknudt, Rachid Mahdaoui, Mohamed Adahchour, Hakim Aissati, Ibrahima Bah, Wafa Chelh, Hilde Sagon, Maria Vindevoghel, Nouhéb Belghith, Matteo Kopriva, Valérie Loseke Nembalemba, Asma Boutaarourt, Cloë Machuelle, Marie De Leener, Arno Vervaet, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Marijke Aelbrecht, *Secrétaire f.f./Wnd. Secretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Catherine Moureaux, *Bourgmestre /Burgemeester* ;
Ahmed El Khannouss, Hassan Ouassari, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Khalil Boufraquech, Michaël Vossaert, Mohamed Arabi, Mohamed El Hamouti, Ali Syed, Nouhaila El Akrouch, Khalid El Jaidi El Qazouy, Mohamad Chehade, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

Ouverture de la séance à 18:28
Opening van de zitting om 18:28

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

26.08.2026/A/0001 **Département Finances**
Finances - CPAS - Budget 2026

LE CONSEIL,

Vu les articles 88 § 1 et 111 de la loi organique des CPAS ;
Vu la délibération du Conseil de l'Action sociale du 23.06.2026 par laquelle celui-ci décide :

Article 1

D'approuver le budget 2026, la note de politique générale 2026, le rapport sur les synergies et les économies d'échelle et la note financière 2026 qui l'accompagnent.
Vu l'avis favorable du Comité de Concertation ;
Considérant que l'équilibre budgétaire de l'exercice 2026 est obtenu grâce à une dotation communale de 44.600.000,00 euros, ainsi que d'une aide ponctuelle de 500.000€, octroyées conformément à l'article 106 § 1 de la loi organique des CPAS ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins ;

DECIDE :

Article unique:

d'approuver la délibération du Conseil de l'Action sociale du 23.06.2026 par laquelle celui-ci décide
d'approuver le budget 2026 ainsi que la note de politique générale 2026, le rapport sur les synergies et les économies d'échelle et la note financière 2026 qui l'accompagnent.

Le point est reporté.

Departement Financiën
Financiën - Begroting OCMW 2026.

DE RAAD,

Gezien artikel 88§ 1 en artikel 111 van de organieke wet betreffende de OCMW 's;
Gezien de beraadslaging d.d. 23.06.2026 van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn waarbij hij besluit:

Artikel 1

De begroting 2026 alsook de beleidsnota 2026, het verslag op de synergiën en de economische schalen en het financiële nota 2026, goed te keuren.

Gezien het gunstig advies van het Overlegcomité;

Overwegende dat het evenwicht van de begroting 2026 werd bereikt dankzij een gemeentelijke dotatie van 44.600.000,00 euro, alsook een eenmalige steun van 500.000 euro toegekend overeenkomstig artikel 106 § 1 van de organieke wet van de OCMW's;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Enige artikel:

de beraadslaging van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van 23.06.2026 waarbij hij besluit de begroting 2026 alsook de beleidsnota 2026, het verslag op de synergiën en de economische schalen en het financiële nota 2026, goed te keuren.

Het punt wordt verdaagd.

26.08.2026/A/0002

Département Finances

Finances - Règlement sur la prime destinée à atténuer la hausse des centimes additionnels communaux au précompte immobilier pour l'exercice 2026.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment l'article 117 ;

Vu la délibération du Conseil communal du 17 décembre 2025 fixant à 3.890 les centimes additionnels communaux au précompte immobilier pour 2026 ;

Considérant que l'état des finances communales a contraint notre Commune à augmenter les centimes additionnels communaux au précompte immobilier ;

Considérant toutefois que la Commune n'entend pas pénaliser les personnes physiques mono-propriétaires molenbeekoises occupant personnellement et entièrement leur logement qui constitue leur unique bien immobilier ; qu'au contraire, elle souhaite encourager l'accès à la propriété ;

Considérant que la Commune souhaite par ailleurs encourager les projets encadrés en matière de logement intergénérationnel, ce type de mécanisme comportant d'évidents bienfaits tant pour les jeunes que pour les personnes âgées mais aussi, plus généralement, pour la collectivité (prévention, dans une certaine mesure, de la dégradation d'immeubles par l'occupation d'étages laissés vides, réponse au manque de logements appropriés pour les personnes âgées, contribution au remailage du tissu social,...) ;

Considérant que dans cette optique, une prime destinée à atténuer la hausse des centimes additionnels communaux au précompte immobilier peut être établie au bénéfice des administrés se trouvant dans l'une de ces situations ;

Considérant que la méthode la plus adéquate pour atteindre l'objectif poursuivi est d'octroyer une prime d'un montant équivalent à 85 % du pourcentage d'augmentation de la part communale dans le précompte immobilier par rapport à l'exercice d'imposition 2022 ;

Qu'ainsi les additionnels communaux étaient de 3350 pour l'exercice d'imposition 2022 et de 3890 pour l'exercice d'imposition 2026 soit une augmentation de 16,12 % ;

Considérant ce qui précède, il y a lieu de renouveler cette prime pour l'exercice

d'imposition 2026 dont le calcul équivaut à 85 % du pourcentage d'augmentation de la part communale dans le précompte immobilier ;

Considérant que lors de la création de la prime en 2015, l'avis du Conseil Consultatif du Logement avait été sollicité; que l'avis 2015/1 a été rendu en date du 15 septembre 2015; que le règlement adopté le 16 décembre 2015 pour l'année 2016 se basait sur cet avis; qu'il n'y a pas lieu de solliciter un nouvel avis du Conseil Consultatif du Logement vu les changements mineurs du texte intervenus depuis lors ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins formulée en sa séance du 16 juillet 2026;

DECIDE :

Article 1 :

D'adopter le règlement suivant établissant une prime destinée à atténuer la hausse des centimes additionnels au précompte immobilier pour l'exercice 2026 :

« Article 1

Aux conditions du présent règlement et dans la limite du crédit budgétaire prévu à cet effet, le Collège des Bourgmestre et Echevins octroie aux propriétaires de biens immobiliers situés à Molenbeek-Saint-Jean une prime destinée à atténuer la hausse des centimes additionnels communaux au précompte immobilier pour l'exercice 2026.

*Pour pouvoir bénéficier de cette prime, le demandeur doit être titulaire, en tant que personne physique soumise à l'impôt des personnes physiques à Molenbeek-Saint-Jean, d'un droit de propriété ou d'usufruit ou d'emphytéose sur un seul bien immeuble situé à Molenbeek-Saint-Jean, constituant son habitation propre au sens de l'article 5/5, & 4 al.1^{er}, 1° de la loi spéciale de financement du 16 janvier 1989. Le bien doit être personnellement et entièrement occupé par le demandeur et constituer son seul et unique bien immobilier ou faire partie d'un projet de logement intergénérationnel encadré par un organisme reconnu par les pouvoirs publics. Par logement intergénérationnel, il y a lieu d'entendre l'immeuble ou la partie d'immeuble conçu par un pouvoir public ou aménagé par un propriétaire privé pour l'habitation ou la résidence, au sein duquel cohabitent simultanément des personnes jeunes et des personnes âgées, en encourageant et en facilitant les interactions entre eux **(ne sont donc concernés ici que les biens immobiliers dont la destination est d'être un logement)**.*

Article 2

La prime est octroyée annuellement.

Son montant est calculé selon la méthode définie ci-après et plafonné à 300,00 EUR.

La prime est égale à 85 % du pourcentage d'augmentation des centimes additionnels sur la part communale du précompte immobilier pour l'exercice d'imposition par rapport à l'exercice d'imposition 2022.

Article 3

La demande de prime doit être introduite par écrit et adressée au Collège des Bourgmestre et Echevins, au moyen du formulaire ad hoc de l'administration communale, dans un délai de six mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle en matière de précompte immobilier.

A défaut d'avoir fait parvenir à l'administration communale une demande complète dans le délai susvisé, la prime ne sera pas octroyée.

Il est à noter qu'aucun délai de traitement de la demande n'est fixé.

Article 4

Pour l'instruction de sa demande et à titre de preuves, le demandeur fournira à l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean les documents suivants :

une copie recto-verso de son avertissement-extrait de rôle en matière de précompte immobilier pour le bien qu'il occupe à Molenbeek-Saint-Jean, relatif à l'exercice d'imposition correspondant à l'année de la demande ;

- une déclaration sur l'honneur:

- établissant qu'il occupe – ou le ménage dont il fait partie – le bien immobilier personnellement et entièrement, à l'exclusion de toute location ou de mise à disposition de tout ou partie dudit bien immobilier;
 - certifiant qu'il, ou un membre du ménage dont il fait partie, n'est titulaire d'un droit réel sur aucun autre bien immobilier situé en Belgique ou à l'étranger ;
- une preuve de paiement pour le bien qu'il occupe à Molenbeek-Saint-Jean, relatif à l'exercice d'imposition correspondant à l'année de la demande OU à tout le moins une preuve de la conclusion d'un plan d'échelonnement de paiements avec Bruxelles-Fiscalité du précompte immobilier pour le bien qu'il occupe à Molenbeek-Saint-Jean, relatif à l'exercice d'imposition correspondant à l'année de la demande ;
 - une attestation bancaire (RIB) relative au compte bancaire dont le demandeur est titulaire et sur lequel il souhaite que la prime soit versée.

-le cas échéant, une attestation de l'organisme encadrant le projet de logement intergénérationnel par lequel il est reconnu que le bien du demandeur fait partie d'un tel projet.

Article 5

Le demandeur qui, en vue de l'obtention de la prime, effectuerait de fausses déclarations, s'expose à des poursuites pénales. L'Administration se réserve le droit d'effectuer des vérifications aléatoires des déclarations sur l'honneur effectuées par les demandeurs.

Article 6

Les cas non prévus par le présent règlement seront soumis à l'examen et tranchés par le Collège des Bourgmestre et Echevins sur la base du but recherché par le présent règlement.

Article 7

Le Collège des Bourgmestre et Echevins est chargé des modalités d'application et de l'exécution du présent règlement.

Article 8

Le présent règlement entre en vigueur le cinquième jour qui suit le jour de sa publication par la voie de l'affichage. »

Article 2 :

D'approuver le modèle de formulaire de demande de prime 2026 figurant en annexe de la présente délibération.

Article 3 :

D'approuver le modèle d'attestation figurant en annexe de la présente délibération, intitulé « Annexe Logement intergénérationnel pour prime communale »

Le point est reporté.

Departement Financiën

Financiën - Reglement op de premie toe bestemd voor het verzachten van de verhoging van de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing voor het dienstjaar 2026.

DE RAAD

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder het artikel 117;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 17 décembre 2025 tot vastlegging op 3.890 van de gemeentelijke opcentiemen bij de onroerende voorheffing voor 2026;

Overwegende dat de situatie van de gemeentelijke financiën onze Gemeente gedwongen heeft de gemeentelijke opcentiemen bij de onroerende voorheffing te

verhogen;

Overwegende echter dat de Gemeente de Molenbeekse natuurlijke personen niet wenst te benadelen die eigenaar zijn en die persoonlijk en geheel gebruikmaken van hun enige woning; dat ze, integendeel, de toegankelijkheid tot het eigendom wil aanmoedigen;

Overwegende dat de Gemeente overigens wenst de projecten inzake intergenerationeel wonen aan te moedigen, en dat dit soort mechanismen evidente weldaden omvatten zowel voor jongeren als voor bejaarde personen maar ook, meer in het algemeen, voor de gemeenschap (preventie, in een bepaalde mate, van de verslechtering van gebouwen door het gebruik van de leegstaande verdiepingen, beantwoorden aan het gebrek aan geschikte woningen voor bejaarde personen, bijdrage aan de verbetering van het maatschappelijk leven, ...);

Overwegende dat, vanuit dit standpunt, een premie bedoeld om deze verhoging van de gemeentelijke opcentiemen bij de onroerende voorheffing te verzachten, kan ingevoerd worden ten voordele van de burgers die zich in één van deze situaties bevinden;

Overwegende dat de meest geschikte methode om de gewenste doelstelling te bereiken is om een premie toe te kennen van een bedrag gelijkgesteld aan 85 % van het percentage van de verhoging van het gemeentelijke aandeel in de onroerende voorheffing in verhouding tot het aanslagjaar 2022;

Dat de gemeentelijke opcentiemen 3350 bedroegen voor het aanslagjaar 2022 en 3890 voor het aanslagjaar 2026 hetzij een verhoging van 16,12 %;

Overwegende dat er moet overgegaan worden tot de vernieuwing van deze premie voor het aanslagjaar 2026 waarvan de berekening gelijk is van 85% van het percentage van de verhoging van het gemeentelijke aandeel in de onroerende voorheffing;

Overwegende dat bij de invoering van de premie in 2015, het advies van de Adviesraad voor Huisvesting werd gevraagd; dat op 15 september 2015 het advies 2015/1 werd uitgebracht; dat het reglement aangenomen op 16 december 2015 voor het jaar 2016 gebaseerd was op dit advies; dat met het oog op minieme wijzigingen van de tekst sindsdien, er niet moet overgegaan worden tot het vragen van een nieuw advies van de Adviesraad voor Huisvesting;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen uitgesproken in zijn zitting van 16 juli 2026;

BESLIST:

Artikel 1 :

Het volgende reglement aan te nemen tot vaststelling van een premie bestemd voor het verzachten van de verhoging van de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing voor het dienstjaar 2026 :

“Artikel 1

Op voorwaarden van huidig reglement en binnen de grenzen van het hiertoe voorziene budgettaire krediet, kent het College van Burgemeester en Schepenen aan de eigenaars van onroerende goederen gelegen in Sint-Jans-Molenbeek een premie toe, bestemd voor het verzachten van de verhoging van de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing voor het dienstjaar 2026.

Om te kunnen genieten van deze premie, moet de aanvrager titularis zijn, als natuurlijke persoon onderworpen aan de personenbelasting in Sint-Jans-Molenbeek, van een eigendomsrecht, een vruchtgebruik of een erfpacht op zijn enige vastgoed gelegen in Sint-Jans-Molenbeek, dat zijn eigen woonplaats is in de zin van het artikel 5/5, § 4 al. 1, 1° van de Bijzondere wet betreffende de financiering van 16 januari 1989. Het goed moet persoonlijk en geheel bewoond worden door de aanvrager en het enige onroerende eigendom vormen. of deel uitmaken van een project van intergenerationeel wonen omkaderd door een instelling erkend door de openbare overheden. Onder intergenerationele woning wordt verstaan het gebouw of gedeelte van gebouw ontworpen door een openbare overheid of ingericht door een privé-eigenaar als woning of verblijf, waarin tegelijkertijd jonge en bejaarde personen samenwonen, en waarbij interactie tussen

hen aangemoedigd en vergemakkelijkt **Hier worden dus enkel de onroerende goederen bedoeld die bestemd zijn om als woning te dienen).**

Artikel 2

De premie wordt jaarlijks toegekend.

Het bedrag ervan wordt berekend volgens de methode hierna beschreven en is beperkt tot 300,00 EUR.

De premie is gelijk aan 85% van het percentage van de verhoging van de opcentiemen op het gemeentelijke aandeel van de onroerende voorheffing voor het aanslagjaar in verhouding tot het aanslagjaar 2022.

Artikel 3

De aanvraag voor de premie moet schriftelijk ingediend worden en gericht zijn aan het College van Burgemeester en Schepenen, door middel van het formulier ad hoc van het gemeentebestuur, binnen een termijn van zes maanden, te berekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzenddatum van het aanslagbiljet betreffende de onroerende voorheffing.

Indien de volledige aanvraag niet binnen de bovenvermelde termijn toekomt aan het gemeentebestuur, wordt de premie niet toegekend.

Er wordt opgemerkt dat voor de behandeling van de aanvraag geen termijn is vastgesteld.

Artikel 4

Voor de behandeling van zijn aanvraag en bij wijze van bewijsstukken, levert de aanvrager de volgende documenten aan het gemeentebestuur Sint-Jans-Molenbeek:

- een dubbelzijdige kopie van zijn aanslagbiljet betreffende de onroerende voorheffing voor het vastgoed dat hij bewoont in Sint-Jans-Molenbeek voor het aanslagjaar dat overeenkomt met het jaar van de aanvraag;

- een verklaring op eer :

- tot vaststelling dat hij – of het gezin waar hij deel van uitmaakt – het vastgoed persoonlijk en geheel bewoont, met uitsluiting van elke verhuring of terbeschikkingstelling van het geheel of een deel van het genoemde vastgoed;
- Tot vaststelling waaruit blijkt dat hij, of een lid van zijn gezin, geen houder is van een zakelijk recht op enig ander onroerend goed dat gelegen is in België of in het buitenland;

- een bewijs van betaling van de onroerende voorheffing voor het onroerend goed dat hij bewoont in Sint-Jans-Molenbeek voor het aanslagjaar dat overeenkomt met het jaar van de aanvraag OF minstens een bewijs van het afsluiten van een afbetalingsplan bij Brussel-Fiscaliteit van de onroerende voorheffing voor het onroerend goed dat hij bewoont in Sint-Jans-Molenbeek voor het aanslagjaar dat overeenkomt met het jaar van de aanvraag;

- een bankattest (RIB) betreffende de bankrekening waarvan de aanvrager titularis is en waarop de premie dient te worden gestort.

-In voorkomend geval, een attest van de instelling die het project van intergenerationeel wonen omkadert waarin erkend wordt dat het goed van de aanvrager deel uitmaakt van dergelijk project;

Artikel 5

De aanvrager die valse verklaringen zou afleggen om de premie te krijgen, komt in opspraak voor strafrechtelijke vervolging.

Het Bestuur behoudt zich het recht voor toevallige controles uit te voeren van de verklaringen op eer ingediend door de aanvragers.

Artikel 6

De gevallen die niet voorzien zijn door huidig reglement, worden onderworpen aan een onderzoek en het College van Burgemeester en Schepenen neemt er een beslissing over op basis van het doel dat door huidig reglement beoogd wordt.

Artikel 7

Het College van Burgemeester en Schepenen is belast met de

toepassingsmodaliteiten en de uitvoering van huidig reglement.

Artikel 8

Huidig reglement treedt in werking op de vijfde dag volgend op de dag van bekendmaking door aanplakbrief."

Artikel 2:

Het model van het aanvraagformulier voor de premie 2026 in bijlage bij deze beraadslaging goed te keuren.

Artikel 3:

Het model van het attest in bijlage bij deze beraadslaging goed te keuren, met als titel "Bijlage Intergenerationeel Wonen voor gemeentelijke premie".

Het punt wordt verdaagd.

26.08.2026/A/0003

Département Finances

Taxes communales - Taxe sur les entreprises liées principalement au commerce de véhicules d'occasion destinés à la vente en Belgique ou à l'exportation - Exercices 2026 à 2030 inclus - Renouvellement et modification.

LE CONSEIL,

Vu les articles 41, 162 et 170 § 4 de la Constitution ;

Vu les articles 117, 118 et 252 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) entré en vigueur le 25 mai 2018 ;

Vu le règlement de la taxe sur les entreprises liées principalement au commerce de véhicules d'occasion destinés à la vente en Belgique ou à l'exportation, établi par décision du Conseil communal du 20 janvier 2021 pour les exercices 2021 à 2025 inclus ;

Considérant que l'objectif principal poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Molenbeek-Saint-Jean les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier ;

Considérant la jurisprudence du Conseil d'Etat selon laquelle aucune disposition légale ou réglementaire n'interdit à une commune, lorsqu'elle établit une taxe justifiée par l'état de ses finances, de la faire porter par priorité sur des activités qu'elle estime plus critiquables que d'autres ou dont elle estime le développement nuisible (voir CE, 5 octobre 2004, n°135.709 ; CE, 18 avril 2008, n°182.145) ;

Considérant que le type d'activité visé par le présent règlement porte atteinte à l'environnement et engendre des charges supplémentaires, notamment en matière de maintenance et de sécurisation des voiries et de renforcement de surveillance policière, sans qu'il y ait une contrepartie financière ;

Considérant que dans l'exercice de son autonomie fiscale reconnue par la Constitution, la commune choisit librement les taxes qu'elle entend lever ou augmenter ;

Considérant qu'il est équitable que ces entreprises contribuent au redressement financier de la commune ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1

Il est établi au profit de la commune, pour les exercices 2026 à 2030 inclus, une taxe annuelle sur les entreprises liées principalement au commerce de véhicules d'occasion destinés soit à la vente en Belgique soit à l'exportation.

Article 2

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par « entreprises liées principalement au commerce de véhicules d'occasion », les commerces, dépôts et autre espaces, bâtis ou non, visibles ou non de la voie publique, dans lesquels une activité liée principalement au commerce de véhicules d'occasion est susceptible d'être exercée, sans que ces lieux soient nécessairement munis de l'équipement et du matériel adéquats.

Article 3

La taxe a pour base la surface brute (aires d'exposition, de manœuvres, de triage, de traitement, de stockage, ... etc.), située dans les locaux ou sur les terrains non entièrement clos ou en plein air, utilisés pour exercer l'activité visée à l'article 1er du présent règlement.

A défaut de preuve contraire, les renseignements repris dans les fichiers du Cadastre, dans les relevés régionaux de situation existante du Plan Régional d'Affectation du Sol (PRAS) et dans les permis d'Environnement font foi.

Article 4

La taxe est due annuellement et fixée à 20,00 EUR par m² de surface brute telle que mentionnée ci-dessus avec un plafond de 50.000,00 EUR.

Article 5

La taxe est due par l'exploitant. Le propriétaire, personne physique ou morale, du bien bâti ou non bâti, est solidairement responsable du paiement de la taxe due par le redevable.

Article 6

En cas de cessation ou de début d'activités, en cours d'exercice, la taxe est établie sur la base du nombre effectif de mois d'exploitation. Pour l'application des présentes dispositions, toute fraction de mois est comptée pour un mois entier.

Le contribuable est tenu de notifier immédiatement à l'administration communale, par lettre recommandée, toute cession ou cessation d'activité.

Article 7

L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule ou, à tout le moins, le 30 novembre de l'exercice concerné. Les contribuables qui n'ont pas reçu de déclaration doivent en réclamer une au plus tard le 31 décembre de l'exercice d'imposition concerné. La déclaration reste valable jusqu'à révocation.

Article 8

La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées d'un montant égal à 10% du droit initialement dû. Le montant de cette majoration est enrôlée simultanément et conjointement avec la taxe enrôlée d'office.

Article 9

La taxe est perçue par voie de rôle. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Le redevable de la taxe recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

Article 10

A défaut de paiement de la taxe dans le délai, un intérêt au taux prévu en matière d'impôt directs est dû, cet intérêt étant calculé par mois civil à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance.

Article 11

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, tout ce qui n'est

pas réglé par le présent règlement sera régi par les dispositions du CIR92 et son arrêté d'exécution, applicables aux taxes locales, ainsi que par les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou par toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale.

Article 12

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Les réclamations doivent être introduites, sous peine de déchéance, dans un délai de 3 mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Un accusé de réception est adressé au redevable ou à son représentant dans les 15 jours calendrier de l'introduction de la réclamation.

Si le redevable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de la réclamation, il doit en faire la demande expresse dans la réclamation.

En cas de réclamation, le réclamant ne devra pas justifier du paiement de l'imposition. Toutefois, l'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

Article 13

Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera conformément au Règlement général sur la protection des données et suivant les règles suivantes :

- responsable de traitement : la Commune de Molenbeek-Saint-Jean ;
- finalité du traitement : établissement et recouvrement de la taxe ;
- catégorie de données : nom, prénom, adresse, numéro national ou numéro d'entreprise, adresse postale, adresse courriel, numéro de téléphone, données patrimoniales ;
- durée de conservation : la Commune s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 10 ans et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat ;
- méthode de collecte : déclaration transmise par le demandeur/redevable ;
- communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 CIR92, ou à des sous-traitants de la Commune.

Article 14

Le présent règlement remplace, à partir de l'exercice 2026, le règlement approuvé par le Conseil communal en sa séance du 20 janvier 2021.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Le point est reporté.

Departement Financiën

Gemeentebelastingen - Belasting op de bedrijven voornamelijk verbonden met de handel van tweedehands voertuigen bestemd hetzij voor de verkoop in België hetzij voor de export - Dienstjaren 2026 tot 2030 inbegrepen - Vernieuwing en wijziging.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 41, 162 en 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117, 118 en 252 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke

en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen;
Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen als gewijzigd;
Gelet op de verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming) van kracht op 25 mei 2018;
Gelet op het belastingsreglement op de bedrijven voornamelijk verbonden met de handel van tweedehands voertuigen bestemd hetzij voor de verkoop in België hetzij voor de export gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 20 januari 2021 voor de dienstjaren 2021 tot 2025 inbegrepen;
Overwegende dat het doel dat door deze belasting wordt nagestreefd, is om aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren, waaronder deze om het levenskader van de inwoners te garanderen en te verbeteren, alsook om haar financieel evenwicht te waarborgen;
Overwegende dat de rechtspraak van de Raad van State volgens dewelke geen wettelijke of reglementaire bepaling een gemeente verbiedt, wanneer ze een belasting opstelt die gerechtvaardigd is door de staat van haar financiën, om deze prioritair te doen dragen op activiteiten die ze als meer betwistbaar acht dan andere of waarvan ze de ontwikkeling nadelig vindt (zie EG, 5 oktober 2004, nr.135.709; EG, 18 april 2008, nr.182.145);
Overwegende dat dit soort activiteit het milieu aantast en extra lasten veroorzaakt, in het bijzonder wat betreft het behoud en de veiligstelling van het wegennetwerk en de versterking van het politietoezicht, zonder dat er een financiële tegenprestatie is;
Overwegende dat bij de uitoefening van haar fiscale autonomie erkend door de Grondwet, de gemeente vrij de belastingen kiest die ze wenst te heffen of te doen toenemen;
Overwegende dat het aangewezen is dat deze ondernemingen bijdragen tot het herstel van de gemeentelijke financiën;
Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Artikel 1

Er wordt ten bate van de gemeente, voor de dienstjaren 2026 tot 2030 inbegrepen, een jaarlijkse belasting geheven op de bedrijven voornamelijk verbonden met de handel van tweedehands voertuigen bestemd hetzij voor de verkoop in België hetzij voor de export.

Artikel 2

Voor de toepassing van het huidig reglement dient onder “bedrijven voornamelijk verbonden met de handel van tweedehands voertuigen” te worden verstaan, de handels, opslagplaatsen of andere ruimte, gebouwd of niet, zichtbaar van de openbare weg of niet, waarin een activiteit voornamelijk in verband met de handel van tweedehands voertuigen uitgeoefend kan worden, met of zonder behulp van een aangepaste uitrusting en materiaal.

Artikel 3

De belasting heeft als basis de bruto oppervlakte (areaal van uitstalling, manoeuvres, opslaan, sorteren, bewerking, ...enz.), gelegen in lokalen of op gronden niet volledig omheind of in openlucht gelegen, gebruikt tot de oogmerken vastgesteld in artikel 1.

Bij gebrek aan tegenstrijdig bewijs, zijn de inlichtingen bevat in het register van het Kadaster, in de bestaande situatie van de Gewestelijke Grond Bestemmingsplan rechtsgeldig en in de Milieuvergunningen.

Artikel 4

De belasting is jaarlijks verschuldigd en vastgesteld op 20,00 EUR per m² van de bruto oppervlakte zoals hierboven vermeld met een belastingplafond van 50.000,00 EUR.

Artikel 5

De belasting is verschuldigd door de uitbater. De eigenaar, natuurlijke of rechtspersoon, van het goed bebouwd of niet, is hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de belasting verschuldigd door de belastingschuldige.

Artikel 6

In geval van beëindigen of van begin van activiteit, in de loop van het dienstjaar, zal de belasting op basis van de effectieve maanden van exploitatie vastgesteld worden. Bij de toepassing van deze bepalingen worden alle fracties van een maand als een volledige maand aangerekend.

De belastingschuldige is verplicht het Gemeentebestuur te verwittigen, per aangetekend brief, van de overdracht of de stopzetting van zijn bedrijf.

Artikel 7

De belastingschuldige ontvangt vanwege het gemeentebestuur een aangifteformulier dat door hem, behoorlijk ingevuld en ondertekend, vóór de daarop vermelde vervaldatum moet worden teruggestuurd of, on zijn minste de 30 november van de betrokken dienstjaar. De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft is gehouden er één aan te vragen vóór 30 september van het betreffende belastingjaar. De aangifte blijft van kracht tot herroeping.

Artikel 8

Indien de aangifte niet binnen de voorziene termijn gebeurt, of indien de aangifte onjuist, onvolledig of onnauwkeurig ingevuld is, wordt de belasting ambtshalve ten kohier gebracht.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd met een bedrag gelijk aan 10% van het oorspronkelijk verschuldigde recht. Het bedrag van deze verhoging wordt gelijktijdig en gezamenlijk ingekohierd met de ambtshalve ingekohierde belasting.

Artikel 9

De belasting wordt ingevorderd via kohier. Het belastingkohier wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen. De belastingplichtige ontvangt kosteloos een aanslagbiljet. De belasting moet betaald worden binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Artikel 10

Bij gebrek aan de betaling van de belasting binnen de termijn, is een intrestvoet voorzien betreffende de belastingen verschuldigd, dit intrest wordt berekend per kalendermaand vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de vervaldatum.

Artikel 11

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, deinvordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen wordt alles waarin dit reglement niet voorziet, geregeld door de bepalingen van het WIB92 en zijn uitvoeringsbesluit die van toepassing zijn op de lokale belastingen, alsook door de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of door alle andere gewestelijke bepalingen inzake lokale fiscaliteit.

Artikel 12

De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan schriftelijk bezwaar indienen tegen het bedrag van de gevestigde aanslag, met inbegrip van alle verhogingen en boetes, bij het college van burgemeester en schepenen, dat optreedt als administratieve overheid. Dit bezwaarschrift moet op straffe van nietigheid ondertekend en gemotiveerd worden en moet melding maken van de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van rekenplichtige ten laste van wie de aanslag wordt gevestigd, het voorwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

Bezwaarschriften moeten op straffe van verval worden ingediend binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet. Binnen 15 dagen na het indienen van het bezwaarschrift wordt een ontvangstbewijs verzonden naar de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger.

Als de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger gehoord wenst te worden in het kader van zijn bezwaar, moet hij daar uitdrukkelijk om verzoeken in zijn bezwaarschrift.

In geval van bezwaar, moet de bezwaarindiener niet bewijzen dat hij de belasting betaald heeft. Het indienen van een bezwaar schorst de invorderbaarheid van de belasting en van de intresten wegens laattijdige betaling niet.

Artikel 13

De verwerking van persoonsgegevens die nodig is voor de toepassing van dit reglement dient in overeenstemming te zijn met de Algemene Verordening Gegevensbescherming, met inachtneming van volgende regels:

- verwerkingsverantwoordelijke: de gemeente Sint-Jans-Molenbeek;
- doeleinde van de verwerking: vestiging en invordering van de belasting;
- gegevenscategorie: naam, voornaam, adres, Rijksregisternummer of Bedrijfsnummer, postale adres, mailadres, telefoonnummer, patrimoniumsgegevens ;
- bewaringstermijn: de gemeente verbindt zich ertoe gegeven gedurende maximaal 10 jaar te bewaren en ze daarna te wissen of over te dragen aan het Rijksarchief;
- verzamelmethode: door aanvrager/belastingplichtige ingediende aangifte;
- doorgifte van de gegevens: de gegevens zullen enkel worden meegedeeld aan derden aan wie doorgifte is toegestaan bij wet of in toepassing van artikel 327 van het WIB92 of aan de verwerkers van de gemeente.

Artikel 14

Dit reglement vervangt, vanaf het dienstjaar 2026, het reglement goedgekeurd door de gemeenteraad in zijn vergadering van 20 januari 2021.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

Het punt wordt verdaagd.

26.08.2026/A/0004

Receveur Communal

Recette communale - Marché de services pour la conclusion de crédits destinés au financement du service extraordinaire de l'exercice 2026 - Cahier des charges.

LE CONSEIL,

Considérant que le service extraordinaire du budget communal de l'exercice 2026 est financé, en partie, par des crédits ;

Vu la loi communale et, notamment, l'article 123, 4° ;

Vu l'article 28, §1, 6° de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Considérant que, bien que les contrats de crédits à conclure avec un organisme bancaire ne soient plus soumis aux règles relatives aux marchés publics, la Commune est tout de même tenue de respecter les principes de transparence, d'égalité et de concurrence ; que c'est à cette fin que ce cahier des charges a été rédigé ;

Vu le contexte actuel, où il devient de plus en plus rare qu'une banque seule décide de répondre à l'entière d'un marché, les annexes ont été adaptées : le marché sera attribué par lot;

DECIDE

Article 1

D'approuver le cahier des charges pour le marché de services relatif à la conclusion de crédits pour le financement du service extraordinaire de l'exercice 2026;

Article 2

D'approuver la dépense globale du marché estimée à 11.272.514,49 euros.

Le point est reporté.

Gemeenteontvanger

Gemeenteontvangerij - Opdracht van diensten voor het afsluiten van kredieten voor de financiering van de buitengewone dienst van het dienstjaar 2026 - Bestek.

DE RAAD,

Overwegende dat de buitengewone dienst van de begroting 2026, onder andere, wordt gefinancierd door kredieten;

Gezien de gemeentewet, meer bepaald artikel 123, 4° ;

Gezien artikel 28, §1, 6° van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten;

Overwegende dat de kredietovereenkomsten die met een bankinstelling worden afgesloten niet meer onder de regels betreffende overheidsopdrachten vallen, de gemeente niettemin de beginselen van transparantie, gelijkheid en concurrentie moet eerbiedigen; dat voor deze doelstelling het bestek in bijlage is opgesteld;

Gezien de huidige context, waarin het steeds zeldzamer wordt dat één enkele bank besluit in te schrijven op een volledige aanbesteding, zijn de bijlagen aangepast: de opdracht zal per perceel/lot worden gegend;

BESLUIT

Artikel 1

Het bestek betreffende de opdracht van diensten voor het afsluiten van kredieten voor de financiering van de buitengewone dienst van het dienstjaar 2025;

Artikel 2

De globale uitgave geraamd op 11.272.514,49 euro goed te keuren.

Het punt wordt verdaagd.

26.08.2026/A/0005

Département Infrastructures et Développement urbain

Marché de travaux (mixte) en vue de la réalisation d'une extension de la Maison des Cultures et de la Cohésion Sociale, sise rue Piers 93-95-97, à 1080 Molenbeek-Saint-Jean et de l'aménagement et de la végétalisation de la cour en intérieur d'îlot dans le cadre de l'opération 1.1 du contrat de quartier durable « Étang Noir » - Fixation et approbation des conditions du marché, du mode de passation, du cahier des charges et ses annexes.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 2018 modifiant plusieurs arrêtés royaux en matière de marchés publics et de concessions et adaptant un seuil dans la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Considérant qu'il y a lieu de lancer un marché de travaux en vue de la réalisation d'une extension de la Maison des Cultures et de la Cohésion Sociale, sise rue Piers

93-95-97, à 1080 Molenbeek-Saint-Jean et de l'aménagement et de la végétalisation de la cour en intérieur d'îlot dans le cadre de l'opération 1.1 du contrat de quartier durable « Étangs Noirs »;
Considérant que les documents du marché, à savoir le cahier des charges et ses annexes ont été établis par le service des Marchés publics;
Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 7.693.073,94 EUR HTVA, soit 9.308.619,47 EUR TVAC;
Considérant qu'il est proposé de passer le marché par la procédure ouverte ;
Considérant que conformément à l'article 36 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, une procédure ouverte est autorisée pour ce marché de services ;
Considérant que les crédits permettant cette dépense sont prévus au budget extraordinaire de l'exercice 2026, sous réserve de l'approbation du budget communal 2026 par l'autorité de Tutelle, et répartis de la manière suivante :

- Article 9301/731-60 : 6.024.367,69 EUR TVAC sur le subside du Contrat de Quartier Durable "Etangs Noirs" (95%) (DC 1023/2022) ;
- Article 9301/731-60 : 1.752.226,53 EUR TVAC sur le subside du Contrat de Rénovation Urbaine n°6 "Autour de Simonis" (100%) (DC 1640/2022) ;
- Article 9302/731-60 : 1.214.953,27 TVAC sur le subside FEDER 2021-2027 (DC 4802/2023);
- Article 9301/731-60 : 317.071,98 EUR TVAC sur emprunts (5%).

D E C I D E:

Article 1:

D'approuver les documents du marché, à savoir le cahier des charges et les annexes pour le marché de travaux en vue de la réalisation d'une extension de la Maison des Cultures et de la Cohésion Sociale, sise rue Piers 93-95-97, à 1080 Molenbeek-Saint-Jean et de l'aménagement et de la végétalisation de la cour en intérieur d'îlot dans le cadre de l'opération 1.1 du contrat de quartier durable « Étangs Noirs »;

Article 2:

De passer ce marché de travaux par la procédure ouverte conformément à l'article 36 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Article 3:

D'approuver la dépense pour ce marché estimée à 7.693.073,94 EUR HTVA, soit 9.308.619,47 EUR TVAC dont les crédits sont prévus aux articles :

- Article 9301/731-60 : 6.024.367,69 EUR TVAC par le subside du Contrat de Quartier Durable "Etangs Noirs" (95%) (DC 1023/2022) ;
- Article 9301/731-60 : 1.752.226,53 EUR TVAC par le subside du Contrat de Rénovation Urbaine n°6 "Autour de Simonis" (100%) (DC 1640/2022) ;
- Article 9302/731-60 : 1.214.953,27 TVAC par le subside FEDER 2021-2027 (DC 4802/2023);
- Article 9301/731-60 : 317.071,98 EUR TVAC par emprunts (5%)

du budget extraordinaire de l'exercice 2026, sous réserve de l'approbation du budget communal 2026 par l'autorité de Tutelle.

Le point est reporté.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Opdracht voor werken betreffende een uitbreiding van het Huis van Culturen en Sociale Samenhang, gelegen Piersstraat 93-95-97 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, de inrichting en de inbegroening van de binnenplaats van het blok in het kader van operatie 1.1 van het Duurzaam Wijkcontract « Zwarte Vijvers » - Vaststelling en goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht, van de

gunningswijze, van het bestek en de bijlagen.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet ;
Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende overheidsopdrachten ;
Gelet op het Koninklijk besluit plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren van 18 april 2017 ;
Gelet op het Koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;
Gelet op het koninklijk besluit van 15 april 2018 tot wijziging van verschillende koninklijke besluiten inzake overheidsopdrachten en concessies, en tot aanpassing van een drempel in de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde werken, leveringen, diensten en concessies ;
Overwegende dat het noodzakelijk is om een opdracht voor werken betreffende een uitbreiding van het Huis van Culturen en Sociale Samenhang, gelegen Piersstraat 93-95-97 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, de inrichting en de inbegroening van de binnenplaats van het blok in het kader van operatie 1.1 van het Duurzaam Wijkcontract « Zwarte Vijvers » te lanceren;
Overwegende dat de documenten van de opdracht, namelijk het bestek en de bijlagen, werden opgesteld door de dienst overheidsopdrachten;
Overwegende dat het geraamde bedrag van deze opdracht 7.693.073,94 EUR exclusief btw bedraagt, hetzij 9.308.619,47 EUR inclusief btw ;
Overwegende dat wordt voorgesteld om de opdracht te plaatsen via een openbare procedure;
Overwegende dat overeenkomstig artikel 36 van de wet van 17 juni 2016 betreffende overheidsopdrachten, een openbare procedure is toegestaan voor deze opdracht voor werken;
Overwegende dat de nodige kredieten voor deze uitgave worden voorzien in de buitengewone begroting van het dienstjaar 2026, onder voorbehoud van goedkeuring van de gemeentebegroting 2026 door de toezichthoudende overheid, en als volgt onderverdeeld:

- Artikel 9301/731-60 : 6.024.367,69 EUR incl. btw op de subsidie Duurzaam Wijkcontract "Zwarte Vijvers" (95%) (VR 1023/2022) ;
- Artikel 9301/731-60 : 1.752.226,53 EUR incl. btw op de subsidie Stadsvernieuwingscontract 6 "Rondom Simonis"(100%) (VR 1640/2022) ;
- Artikel 9302/731-60 : 1.214.953,27 incl. btw op de subsidie EFRO 2021-2027 (VR 4802/2023);
- Artikel 9301/731-60 : 317.071,98 EUR incl. btw op leningsgelden (5%);

BESLUIT :

Artikel 1

De documenten van de opdracht goed te keuren, namelijk het bestek en de bijlagen voor de opdracht voor werken betreffende een uitbreiding van het Huis van Culturen en Sociale Samenhang, gelegen Piersstraat 93-95-97 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, de inrichting en de inbegroening van de binnenplaats van het blok in het kader van operatie 1.1 van het Duurzaam Wijkcontract « Zwarte Vijvers »;

Artikel 2

Deze opdracht voor werken te gunnen via een openbare procedure overeenkomstig artikel 36 van de wet van 17 juni 2016;

Artikel 3

De uitgave voor deze opdracht, geraamd op 7.693.073,94 EUR excl BTW, ofwel 9.308.619,47 EUR inclusief btw, goed te keuren, waarvoor de nodige kredieten worden voorzien in de artikelen :

- Artikel 9301/731-60 : 6.024.367,69 EUR incl. btw met de subsidie Duurzaam

Wijkcontract "Zwarte Vijvers" (95%) (VR 1023/2022) ;

- Artikel 9301/731-60 : 1.752.226,53 EUR incl. btw met de subsidie Stadsvernieuwingscontract 6 "Rondom Simonis"(100%) (VR 1640/2022) ;
- Artikel 9302/731-60 : 1.214.953,27 incl. btw met de subsidie EFRO 2021-2027 (VR 4802/2023);
- Artikel 9301/731-60 : 317.071,98 EUR incl. btw met leningsgelden (5%)

van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2026, onder voorbehoud van goedkeuring van de gemeentebegroting 2026 door de toezichthoudende overheid.

Het punt wordt verdaagd.

26.08.2026/A/0006

Département Infrastructures et Développement urbain

Marché de travaux (mixte) relatif à la rénovation de chaufferies, au remplacement d'adoucisseurs et d'un groupe frigorifique dans des bâtiments communaux - Fixation et approbation des conditions du marché, du mode de passation, du cahier des charges et ses annexes.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 2018 modifiant plusieurs arrêtés royaux en matière de marchés publics et de concessions et adaptant un seuil dans la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Considérant qu'il y a lieu de lancer un marché de travaux relatif à la rénovation de chaufferies, au remplacement d'adoucisseurs et d'un groupe frigorifique dans des bâtiments communaux;

Considérant que les documents du marché, à savoir le cahier des charges et ses annexes ont été établis par le service des Marchés publics en collaboration avec le service des propriétés communales ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 300.000,00 EUR HTVA, soit 340.500,00 EUR TVAC;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant que conformément à l'article 41 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, une procédure négociée directe avec publication préalable ouverte est autorisée pour ce marché de travaux ;

Considérant que les crédits permettant cette dépense sont prévus aux articles suivants :

- 7220/724/60 : 150.000,00 EUR HTVA, soit 159.000 EUR TVAC;

- 1040/724/60 : 150.000,00 EUR HTVA, soit 181.500,00 EUR TVAC;

du budget extraordinaire de l'exercice 2026 sous réserve de l'approbation du budget communal 2026 par l'autorité de Tutelle ;

D E C I D E:

Article 1:

D'approuver les documents du marché, à savoir le cahier des charges et les annexes pour le marché de travaux relatif à la rénovation de chaufferies, au

remplacement d'adoucisseurs et d'un groupe frigorifique dans des bâtiments communaux ;

Article 2:

De passer ce marché de travaux par la procédure négociée directe avec publication préalable conformément à l'article 41 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Article 3:

D'approuver la dépense pour ce marché estimée à 300.000,00 EUR HTVA, soit 340.500,00 EUR TVAC, dont les crédits nécessaires sont prévus aux articles:

- 7220/724/60 : 150.000,00 EUR HTVA, soit 159.000 EUR TVAC;

- 1040/724/60 : 150.000,00 EUR HTVA, soit 181.500,00 EUR TVAC;

du budget extraordinaire de l'exercice 2026, sous réserve de l'approbation du budget communal 2026 par l'autorité de Tutelle.

Le point est reporté.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Opdracht voor werken (gemengde prijsvaststelling) betreffende de renovatie van verwarmingsinstallaties, vervanging van waterontharders en van een koelgroep in gemeentelijke gebouwen - Vaststelling en goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht, van de gunningswijze, van het bestek en de bijlagen.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende overheidsopdrachten ;

Gelet op het Koninklijk besluit plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren van 18 april 2017 ;

Gelet op het Koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 april 2018 tot wijziging van verschillende koninklijke besluiten inzake overheidsopdrachten en concessies, en tot aanpassing van een drempel in de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde werken, leveringen, diensten en concessies ;

Overwegende dat het noodzakelijk is om een opdracht voor werken betreffende de renovatie van verwarmingsinstallaties, vervanging van waterontharders en van een koelgroep in gemeentelijke gebouwen te lanceren;

Overwegende dat de documenten van de opdracht, namelijk het bestek en de bijlagen, werden opgesteld door de dienst overheidsopdrachten in samenwerking met de dienst gemeentelijke eigendommen;

Overwegende dat het geraamde bedrag van deze opdracht 300.000,00 EUR exclusief btw bedraagt, hetzij 340.500,00 EUR inclusief btw ;

Overwegende dat wordt voorgesteld om de opdracht te plaatsen via een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 41 van de wet van 17 juni 2016 betreffende overheidsopdrachten, een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking is toegestaan voor deze opdracht voor werken;

Overwegende dat de nodige kredieten voor deze uitgave worden voorzien in de volgende artikelen:

- 7220/724/60 : 150.000,00 EUR excl. btw, hetzij 159.000,00 EUR incl. btw

- 1040/724/60 : 150.000,00 EUR excl. btw, hetzij 181.500,00 EUR incl. btw

van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2026, onder voorbehoud van goedkeuring van de gemeentebegroting 2026 door de toezichhoudende overheid ;

BESLUIT :

Artikel 1

De documenten van de opdracht goed te keuren, namelijk het bestek en de bijlagen voor de opdracht voor werken betreffende de renovatie van verwarmingsinstallaties, vervanging van waterontharders en van een koelgroep in gemeentelijke gebouwen; Artikel 2

Deze opdracht voor werken te gunnen via een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking overeenkomstig artikel 41 van de wet van 17 juni 2016;

Artikel 3

De uitgave voor deze opdracht, geraamd op 300.000,00 EUR excl BTW, ofwel 340.500,00 EUR inclusief btw, goed te keuren, waarvoor de nodige kredieten worden voorzien in de artikelen :

- 7220/724/60 : 150.000,00 EUR excl. btw, hetzij 159.000,00 EUR incl. btw

- 1040/724/60 : 150.000,00 EUR excl. btw, hetzij 181.500,00 EUR incl. btw

van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2026, onder voorbehoud van goedkeuring van de gemeentebegroting 2026 door de toezichthoudende overheid.

Het punt wordt verdaagd.

26.08.2026/A/0007

Département Infrastructures et Développement urbain

Marché de travaux (à prix mixte) relatif au réaménagement et à la verdurisation du parc public de la Fonderie et de la rue Cail et Halot, sis à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, dans le cadre de l'axe 2 de la Politique de la Ville - Marché public réalisé par procédure ouverte - DIDU-EV_Fonderie_001- Fixation et approbation des conditions du marché, du mode de passation, du cahier des charges et ses annexes.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988 ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Considérant la nécessité pour l'administration communale de procéder à la réalisation d'un marché de travaux relatif au réaménagement et à la verdurisation du parc public de la Fonderie et de la rue Cail et Halot ;

Considérant la volonté de l'Administration communale de Molenbeek-Saint-Jean de poursuivre la requalification et la valorisation des espaces publics situés sur le territoire communal ;

Considérant que le projet s'inscrit dans le cadre de l'axe 2 de la Politique de la Ville ;

Vu les documents du marché établis par le Département Infrastructures et Développement Urbain, à savoir le cahier spécial des charges et ses annexes ;

Considérant que le présent marché est un marché de travaux à prix mixte, comprenant une tranche ferme et une tranche conditionnelle ;

Considérant que la tranche ferme du marché s'élève à 1.202.488,43 EUR hors TVA et que la TVA au taux de 21 % s'élève à 252.522,57 EUR, portant le montant total de la tranche ferme à 1.455.011,00 EUR TVAC ;

Considérant que la tranche conditionnelle du marché s'élève à 122.674,35 EUR hors TVA et que la TVA au taux de 21 % s'élève à 25.761,61 EUR, portant le montant total de la tranche conditionnelle à 148.435,97 EUR TVAC ;

Considérant que le montant total estimé du marché s'élève donc à 1.325.162,78 EUR hors TVA,(TVA 21%), soit 1.603.446,97 EUR TVAC;
Considérant que les crédits nécessaires sont prévus à l'article 9304/731-60 du budget extra-ordinaire de l'exercice 2026 sous réserve de l'approbation du budget communal 2026 par l'autorité de Tutelle ;
Considérant que le financement du présent marché est assuré à 100 % par la Politique de la Ville 2021-2025 (DC 24/2021) ;
Considérant qu'il y a lieu de lancer le marché de travaux précité par procédure ouverte conformément à l'article 36 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

DÉCIDE

Article 1

De lancer un marché public de travaux relatif au réaménagement et à la verdurisation du parc public de la Fonderie et de la rue Cail et Halot, sis à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, dans le cadre de l'axe 2 de la Politique de la Ville.

Article 2

D'approuver les documents du marché, à savoir le cahier spécial des charges et ses annexes, pour le marché de travaux précité.

Article 3

D'approuver le recours à la procédure ouverte comme mode de passation du marché conformément à l'article 36

Article 4

D'approuver les dépenses estimées du marché comme suit :

- tranche ferme : 1.202.488,43 EUR HTVA, majoré de la TVA au taux de 21 %, soit un montant total de 1.455.011,00 EUR TVAC ;
- tranche conditionnelle : 122.674,35 EUR HTVA, majoré de la TVA au taux de 21 %, soit un montant total de 148.435,97 EUR TVAC ;
- montant total estimé : 1.325.162,78 EUR HTVA, majoré de la TVA au taux de 21 %, soit un montant total de 1.603.446,97 EUR TVAC.

Ces dépenses sont prévues à l'article 9304/731-60 du budget extra-ordinaire de l'exercice 2026, sous réserve de l'approbation du budget communal 2026 par l'autorité de tutelle. Le présent marché étant financé à 100 % par la Politique de la Ville 2021-2025 (DC 24/2021).

Le point est reporté.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Opdracht voor werken (gemengde prijsvaststelling) betreffende de heraanleg en de vergroening van het openbaar Gieterijpark en de Cail- en Halotstraat, gelegen te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, in het kader van as 2 van het Stadsbeleid – Overheidsopdracht via openbare procedure – DIDU-EV_Fonderie_001 – Vaststelling en goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht, van de gunningswijze, van het bestek en de bijlagen.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene

uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;
Overwegende de noodzaak voor het gemeentebestuur om een opdracht voor werken te realiseren met betrekking tot de heraanleg en de vergroening van het openbaar Gieterijpark en de Cail en Halotstraat;
Overwegende de wil van het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek om de herwaardering en de opwaardering van de openbare ruimtes op het gemeentelijk grondgebied verder te zetten;
Overwegende dat het project past binnen as 2 van het Stadsbeleid;
Gelet op de opdrachtdocumenten opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling, namelijk het bijzonder bestek en zijn bijlagen;
Overwegende dat de huidige opdracht een opdracht voor werken is met gemengde prijsvaststelling, bestaande uit een vaste schijf en een voorwaardelijke schijf;
Overwegende dat het vaste gedeelte van de opdracht 1.202.488,43 EUR excl. btw bedraagt en dat de btw tegen het tarief van 21 % 252.522,57 EUR bedraagt, waardoor het totale bedrag van het vaste gedeelte wordt gebracht op 1.455.011,00 EUR incl. btw ;
Overwegende dat het voorwaardelijke gedeelte van de opdracht 122.674,35 EUR excl. btw bedraagt en dat de btw tegen het tarief van 21 % 25.761,61 EUR bedraagt, waardoor het totale bedrag van het voorwaardelijke gedeelte wordt gebracht op 148.435,97 EUR incl. btw ;
Overwegende dat het totaal geraamde bedrag van de opdracht bijgevolg 1.325.162,78 EUR excl. btw bedraagt (btw 21 %), zijnde 1.603.446,97 EUR incl. btw ;
Overwegende dat de nodige kredieten worden voorzien op artikel 9304/731-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2026, onder voorbehoud van goedkeuring van de gemeentebegroting 2026 door de toezichthoudende overheid;
Overwegende dat de financiering van de huidige opdracht voor 100 % wordt gedragen door het Stadsbeleid 2021-2025 (VR 24/2021);
Overwegende dat de opdracht dient te worden gegund via openbare procedure overeenkomstig artikel 36 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

BESLIST:

Artikel 1

Een opdracht voor werken te lanceren betreffende de heraanleg en de vergroening van het openbaar Gieterijpark en de Cail en Halotstraat, gelegen te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, in het kader van as 2 van het Stadsbeleid.

Artikel 2

De opdrachtdocumenten, namelijk het bijzonder bestek en de bijlagen, voor de betrokken opdracht voor werken, goed te keuren.

Artikel 3

De openbare procedure overeenkomstig artikel 36 als plaatsingsprocedure voor de opdracht goed te keuren.

Artikel 4

De geraamde uitgaven van de opdracht als volgt goed te keuren:

- vast gedeelte : 1.202.488,43 EUR excl. btw, vermeerderd met de btw tegen het tarief van 21 %, zijnde een totaalbedrag van 1.455.011,00 EUR incl. btw ;
- voorwaardelijk gedeelte : 122.674,35 EUR excl. btw, vermeerderd met de btw tegen het tarief van 21 %, zijnde een totaalbedrag van 148.435,97 EUR incl. btw ;
- totaal geraamd bedrag : 1.325.162,78 EUR excl. btw, vermeerderd met de btw tegen het tarief van 21 %, zijnde een totaalbedrag van 1.603.446,97 EUR incl. btw.

Deze uitgaven worden voorzien op artikel 9304/731-60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2026, onder voorbehoud van goedkeuring van de gemeentebegroting 2026 door de toezichthoudende overheid. De onderhavige opdracht wordt voor 100 % gefinancierd door het Stadsbeleid 2021-2025 (VR 24/2021).

26.08.2026/A/0008

Département Infrastructures et Développement urbain

Marché de travaux relatif à la reprise et à l'achèvement des travaux de transformation partielle de l'école communale « School 1 » - Aménagement du sous-sol et des combles et finalisation de l'escalier de secours extérieur - Rue de Courtrai 52 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean - CDC 26-003 - Réestimation de la dépense du marché.

LE CONSEIL,

Vu l'article 234, §1 de la nouvelle loi communale ;
Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;
Vu l'arrêté royal du 15 avril 2018 modifiant plusieurs arrêtés royaux en matière de marchés publics et de concessions ;
Vu la décision du Conseil communal du 22 avril 2026 relative au lancement du marché ;
Vu la décision du Conseil communal du 17 juin 2026 relative à la modification des documents du marché et la ré-estimation de la dépense ;
Considérant que l'estimation initiale de ce marché est d'un montant de 195.824,48 EUR HTVA soit 207.574,00 EUR TVAC (6%) ;
Considérant que six soumissionnaires ont remis une offre dans le délai prescrit et que le montant des six offres excède le montant estimé du marché ;
Considérant qu'il y a lieu de réestimer la dépense pour ce marché ;
Considérant que la réestimation de la dépense est d'un montant de 225.824,15 EUR HTVA, soit 239.373,65 EUR TVAC (6%) ;
Considérant que les crédits nécessaires seront prévus à l'article 7220/723-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2026 sous réserve de l'approbation du budget communal 2026 par l'Autorité de tutelle et qu'ils seront financés à 100 % par emprunts ;

DÉCIDE :

Article 1er

De réestimer la dépense du marché de travaux relatif à la reprise et à l'achèvement des travaux de transformation partielle de l'école communale « School 1 » - Aménagement du sous-sol et des combles et finalisation de l'escalier de secours extérieur - Rue de Courtrai 52 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean à un montant de 305.128,66 EUR HTVA, soit 323.436,37 EUR TVAC (6%) dont les crédits nécessaires seront prévus à l'article 7220/723-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2026 et financés à 100 % par emprunts.

Article 2

De confirmer que les crédits nécessaires à la dépense sont prévus à l'article 7220/723-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2026 et qu'ils seront financés à 100 % par emprunts ;

Article 3

De charger le Collège communal de poursuivre la procédure d'attribution du marché sur base de la présente réestimation approuvée.

Le point est reporté.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Opdracht voor werken betreffende de herneming en de voltooiing van de gedeeltelijke verbouwingswerken van de gemeenteschool « School 1 » - Inrichting van de kelderverdieping en de zolderruimte, evenals de voltooiing van de externe

**noodtrap - Kortrijkstraat 52 te 1080 Sint-Jans- Molenbeek - Bestek 26-003 -
Herschating van de uitgave van de opdracht.**

DE RAAD,

Gezien artikel 234, §1er van de Nieuwe Gemeentewet ;
Gezien de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten ;
Gezien het koninklijk Besluit Plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren van 18 april 2017 ;
Gezien het koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;
Gezien het Koninklijk Besluit van 15 april 2018 tot wijziging van meerdere koninklijke besluiten op het vlak van overheidsopdrachten en concessies;
Gezien de beslissing van 22 april 2026 betreffende de lancering van de opdracht;
Gezien de beslissing van 17 juni 2026 betreffende de herschating van de uitgave en wijziging van de documenten van de opdracht ;
Overwegende dat de initiële raming van deze opdracht werd vastgesteld op 195.824,48 EUR excl.btw, of 207.574,00 EUR incl btw (6%) ;
Overwegende dat zes inschrijvers binnen de voorgeschreven termijn een offerte hebben ingediend en dat het bedrag van de zes offertes het geraamde bedrag van de opdracht overschrijdt.
Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht dus opnieuw moet worden geraamd ;
Overwegende dat de herraming van de uitgave een bedrag van 225.824,15 EUR excl. btw bedraagt, hetzij 239.373,65 EUR incl. 6 % btw ;
Overwegende dat de nodige kredieten zullen voorzien worden op artikel 7220/723-60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2026 onder voorbehoud van goedkeuring van de gemeentelijke begroting 2026 door de Toezichthoudende Overheid, gefinancierd voor 100% met leningsgelden ;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De uitgave voor de opdracht voor werken betreffende de herneming en de voltooiing van de gedeeltelijke verbouwingswerken van de gemeentelijke school "School 1" – inrichting van de kelder en de zolder en afwerking van de buitennoodtrap – Kortrijkstraat 52 opnieuw te ramen op een bedrag van 305.128,66 EUR exclusief btw, hetzij 323.436,37 EUR inclusief btw (6%) waarvoor de nodige kredieten zullen voorzien zijn op artikel 7220/723-60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2026, onder voorbehoud van goedkeuring van de gemeentelijke begroting 2026 en op 100% door leningen gefinancierd.

Artikel 2 :

Te bevestigen dat de voor deze uitgave noodzakelijke kredieten worden opgenomen op artikel 7220/723-60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2026 en dat zij voor 100 % zullen worden gefinancierd door leningen.

Artikel 3 :

Het College van Burgemeester en Schepenen te gelasten de gunningsprocedure van de opdracht voort te zetten op basis van deze goedgekeurde herziening van de raming.

Het punt wordt verdaagd.

26.08.2026/A/0009

**Département Infrastructures et Développement urbain
Marché de travaux relatif à l'extension et à l'aménagement des écoles communales « la Rose des Vents » et « Windroos » à Molenbeek-Saint-Jean, comprenant la création d'entrées, d'une cour et d'un pavillon extrascolaire,**

situés rue de Courtrai 34-36 et 50, dans le cadre du contrat école - Modification des documents du marché.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment l'article 234 §1 ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu la décision du Conseil communal du 17 juin 2026 relative au lancement du marché ;

Considérant que suite aux remarques émises par l'autorité de Tutelle, certaines informations contenues dans les documents du marché doivent être modifiées, notamment :

- La traduction en néerlandais de certains passages dans les clauses administratives du cahier des charges ;
- Le point 3.5.1 des clauses administratives du cahier des charges relatif à la sélection et plus précisément aux motifs d'exclusion ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier les documents du marché dans ce sens ;

Prend connaissance des documents du marché modifiés selon les remarques émises par l'autorité de Tutelle ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver les modifications des documents du marché pour le marché de travaux relatif à l'extension et à l'aménagement des écoles communales « la Rose des Vents » et « Windroos » à Molenbeek-Saint-Jean, comprenant la création d'entrées, d'une cour et d'un pavillon extrascolaire, situés rue de Courtrai 34-36 et 50, dans le cadre du contrat école.

Le point est reporté.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Opdracht voor werken voor de uitbreiding en inrichting van de gemeentelijke scholen « La Rose des Vents » en « Windroos » in Sint-Jans-Molenbeek, met inbegrip van de creatie van ingangen, een binnenplaats en een buitenschools paviljoen, gelegen Kortrijkstraat 34-36 en 50, in het kader van het programma « Schoolcontract » - Wijziging van de documenten van de opdracht.

DE RAAD,

Gezien de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder artikel 234, §1;

Gezien de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten;

Gezien de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, sommige opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gezien het Koninklijk Besluit van 18 april 2017 betreffende het plaatsen van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gezien het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot vaststelling van de algemene regels voor de uitvoering van overheidsopdrachten;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 17 juni 2026 betreffende de lancering van de opdracht;

Overwegende dat, naar aanleiding van de opmerkingen van de toezichhoudende autoriteit, bepaalde informaties in de documenten van de opdracht moeten gewijzigd worden, namelijk:

- De Nederlandse vertaling van bepaalde passages in de administratieve bepalingen van het bestek;
- Punt 3.5.1 van de administratieve bepalingen van het bestek betreffende de selectie en meer bepaald de uitsluitingsgronden;

Overwegende dat de opdrachtdocumenten in die zin moeten gewijzigd worden ;

Neemt kennis van de documenten van de opdracht die gewijzigd zijn volgens de opmerkingen van de toezichhoudende autoriteit;

BESLUIT:

Enig artikel:

De gewijzigde documenten van de opdracht voor de overheidsopdracht voor werken voor de uitbreiding en inrichting van de gemeentelijke scholen « La Rose des Vents » en « Windroos » in Sint-Jans-Molenbeek, met inbegrip van de creatie van ingangen, een binnenplaats en een buitenschools paviljoen, gelegen Kortrijkstraat 34-36 en 50, in het kader van het programma « Schoolcontract », goed te keuren.

Het punt wordt verdaagd.

26.08.2026/A/0010

Département Infrastructures et Développement urbain

Marché public de travaux (à prix mixte) relatif au remplacement et à la modernisation d'ascenseurs et monte-charges communaux - Procédure négociée directe avec publication préalable - Fixation et approbation des conditions du marché, du mode de passation, du cahier des charges et ses annexes.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 2018 modifiant plusieurs arrêtés royaux en matière de marchés publics et de concessions et adaptant un seuil dans la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Considérant qu'il est nécessaire pour l'Administration communale de Molenbeek-Saint-Jean de lancer un marché en vue de remplacer et de moderniser les ascenseurs et monte-charges communaux devenus défectueux ;

Considérant les documents du marché, à savoir le cahier des charges et ses annexes, établis par le service des Marchés publics en collaboration avec le Service des Propriétés Communales ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 206.600,00 EUR HTVA ou 249.986,00 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant que conformément à l'article 41 §1, 2° de la loi du 17 juin 2016, une procédure négociée directe avec publication préalable est autorisée pour ce marché de travaux ;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus aux articles 7626/724-60, 1040/724-60, 7220/724-60, 9220/724-60, 7640/724-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2026 sous réserve de l'approbation du budget communal par l'autorité de Tutelle et sera financé sous

emprunts ;

DECIDE :

Article 1

D'approuver les documents du marché, à savoir le cahier des charges et ses annexes, pour le marché de travaux (à prix mixte) relatif au remplacement et à la modernisation d'ascenseurs et monte-charges communaux ;

Article 2

De passer le marché de travaux par la procédure négociée directe avec publication préalable conformément à l'article 41 de la Loi du 17 juin 2016 ;

Article 3

D'approuver la dépense de ce marché pour un montant estimé à 206,600,00 EUR HTVA, soit 249.986,00 EUR TVAC dont les crédits nécessaires sont prévus aux articles suivants et réparti comme suit:

7626/724-60: 34.606,00 EUR

1040/724-60: 41.140,00 EUR

7220/724-60: 37.510,00 EUR

9220/724-60: 71.390,00 EUR

7640/724-60: 65.340,00 EUR

du budget extraordinaire de l'exercice 2026, sous réserve d'approbation du budget communal 2026 par l'autorité de Tutelle et sera financé sous emprunts ;

Article 4

De procéder à la publication de ce marché au niveau national.

Le point est reporté.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Overheidsopdracht voor werken (tegen gemengde prijsvaststelling) betreffende voor de vervanging en modernisering van gemeentelijke liften en goederenliften - Vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking – Vaststelling en goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht, van de gunningswijze, van het bestek en de bijlagen.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 april 2018 tot wijziging van verschillende koninklijke besluiten inzake overheidsopdrachten en concessies en tot aanpassing van een drempel in de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Overwegende dat het voor het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek noodzakelijk is een opdracht uit te schrijven voor de vervanging en de modernisering van de gemeentelijke liften en goederenliften die defect zijn geworden;

Gelet op de opdrachtdocumenten, met name het bestek en de bijlagen, opgesteld door de Dienst Overheidsopdrachten in samenwerking met de Dienst Gemeentelijke Eigendommen;

Overwegende dat de totale geraamde waarde voor deze opdracht 206.600,00 EUR excl. btw bedraagt, zijnde 249.986,00 EUR incl.;

Overwegende dat wordt voorgesteld de opdracht te plaatsen via een

vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;
Overwegende dat overeenkomstig artikel 41 §1, 2° van de wet van 17 juni 2016 een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking is toegestaan voor deze opdracht voor werken;
Overwegende dat de nodige kredieten worden voorzien op de begrotingsartikelen 7626/724-60, 1040/724-60, 7220/724-60, 9220/724-60 en 7640/724-60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2026, onder voorbehoud van de goedkeuring van de gemeentebegroting 2026 door de toezichthoudende instantie en zal worden gefinancierd met leningen;

BESLIST:

Artikel 1

De opdrachtdocumenten, met name het bestek en de bijlagen, voor de opdracht voor werken (tegen gemengde prijsvaststelling) betreffende de vervanging en de modernisering van gemeentelijke liften en goederenliften goed te keuren.

Artikel 2

De opdracht voor werken te plaatsen via de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking overeenkomstig artikel 41 van de wet van 17 juni 2016.

Artikel 3

De uitgave voor deze opdracht, voor een geraamd bedrag van 206.600,00 EUR excl. btw, zijnde 249.986,00 EUR incl. btw, waarvoor de nodige kredieten worden voorzien op de volgende begrotingsartikelen en als volgt zullen worden verdeeld:

7626/724-60: 34.606,00 EUR

1040/724-60: 41.140,00 EUR

7220/724-60: 37.510,00 EUR

9220/724-60: 71.390,00 EUR

7640/724-60: 65.340,00 EUR

van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2026, onder voorbehoud van goedkeuring van de gemeentebegroting 2026 door de toezichthoudende instantie en zal worden gefinancierd met leningen.

Artikel 4

Over te gaan tot de bekendmaking van de opdracht op nationaal niveau.

Het punt wordt verdaagd.

26.08.2026/A/0011

Département Infrastructures et Développement urbain

Marchés publics - Prise de connaissance des délibérations du Collège - Article 234§3 de la Nouvelle Loi communale.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale (Région de Bruxelles-Capitale) du 4 juin 1988 ;

Vu l'article 234, §3 de la nouvelle loi communale stipulant que "Le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir visé au premier paragraphe pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000 EUR. Dans le cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins lors de sa prochaine séance " ;

EST INFORME DES DECISIONS SUIVANTES DU COLLEGE :

Séance 28/05/2026 : Service des Marchés Publics (à bordereau de prix) - Marché relatif à la location de poubelles d'hygiène féminine et de distributeurs d'essuie-mains pour une durée de 48 mois – Marché public réalisé par procédure négociée sans publicité - Montant estimé de la dépense 29.750,00 EUR HTVA soit 36.000,00

EUR TVAC (21%) par an soit 144.000,00 TVAC pour les 4 ans aux articles 1040/125/06, 7350/125-06, 7626/125/48,7660/125/06 et 7670/125/06,7640/125-06 du budget ordinaire de l'exercice 2026 et suivants.

Séance du 28/05/2026 : Service des Marchés Publics (à prix global) relatif à la location et à l'entretien des vêtements de travail pour le personnel du service de la propreté publique, garage et métallurgie pour une durée de 4 ans (2026-2030) - Montant estimé de la dépense 22.314,05 EUR HTVA ou 27.000,00 EUR, TVAC par an soit 89.256,20 EUR HTVA ou 108.000,00 EUR TVAC pour la durée totale des 4 années du marché à l'article 8750-124-05 du budget ordinaire de l'exercice 2026 et suivants

Séance du 04/06/2026 : Service des marchés Publics - Marché de services (à prix mixte) relatif à l'entretien annuel et au dépannage des portes de garage pour une durée de un an reconductible une fois pour une durée supplémentaire d'un an (1+1) - marché public réalisé par procédure négociée sans publicité - Montant estimé de la dépense 52.800,00 EUR HTVA (BTW 21%) soit 63.888,00 EUR TVAC aux articles 9220/125/06, 1040/125/06, 7220/125/06 du budget ordinaire 2026 et suivant.

Séance du 25/06/2026 : Service des Marchés Publics - Marché de travaux relatif au démontage d'un pavillon temporaire situé à l'École 1, à son éventuel stockage et à son remontage sur le site de l'École Paloke, ainsi qu'à l'installation d'un escalier et d'une rampe PMR, situés chaussée de Ninove 1001 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean – Marché public réalisé par procédure négociée sans publicité - Montant estimé de la dépense : 112.915,66 EUT HTVA soit 119.680,00 EUR TVAC (6%) à l'article 7220/723/60 du budget ordinaire de l'exercice 2026.

Séance du 25/06/2026 : Service des Marchés Publics – Marché public de services (mixte) relatif à « l'Entretien et au dépannage des ascenseurs et monte-charges communaux pour une durée d'un an » - Procédure négociée sans publication préalable - Montant estimé de la dépense 123.950,00 EUR HTVA ou 149.979,50 EUR TVAC (21% TVA) aux articles 7626/125/06,1040/125/06,7220/125/06,8440/125/06,7624/125/06,7627/724/06, 7670/125/06 8750/125/06, 9220/125/06,7630/125/06 du budget ordinaire de l'exercice 2026.

Séance du 02/07/2026 : Service des Marchés Publics - Marché mixte de services relatif à l'entretien des réseaux hydrauliques des bâtiments de logements communaux, localisation et réparation des fuites et infiltrations signalées par le maître d'ouvrage (réseaux d'eau chaude, d'eau froide et d'eaux pluviales) pour une durée d'1 an - Marché public réalisé par procédure négociée sans publication préalable - MP 26_Entretien de réseaux hydrauliques, recherche et réparation de fuites (réseaux eaux chaudes, froides et pluviales)_2026 - Marché public réalisé par procédure négociée sans publicité préalable - Montant estimé de la dépense 82.670,00 € hors TVA ou 87.630,20 EUR TVAC (6% TVA) à l'article 9220/125-06 du budget ordinaire 2026.

Séance du 09/07/2026 : Service des Marchés Publics - Marché de fournitures à bordereau de prix relatif à "l'Achat de livres de l'éditeur Die Keure pour les écoles communales néerlandophones pour l'année scolaire 2026-2027"– Procédure négociée sans publication préalable - Montant estimé de la dépense 72.095,00 EUR hors TVA ou de 76.420,50 EUR TVAC (6% de TVA) pour 1 année scolaire à l'article 7222/124-02 du budget ordinaire de l'année de service 2026.

Séance du 09/07/2026 : Service des Marchés Publics - Marché de travaux (à prix global) relatif au remplacement de chaudières individuelles des logements communaux situés sur le territoire de la commune de Molenbeek-Saint-Jean - Marché public réalisé par procédure négociée sans publicité préalable - Montant estimé de la dépense : 122.641,50 EUR HTVA, soit 130.000,00 EUR TVAC (6% TVA) à l'article 9220//724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2026 et financé par emprunts.

Séance du 16/07/2026 : Service des Marchés Publics - Marché de travaux relatif au remplacement et entretien des blocs autonomes d'éclairages de sécurité dans les bâtiments et logements communaux, pour une période d'un an. - Marché public réalisé par procédure négociée sans publicité préalable - Montant estimé de la dépense 117.085,00 EUR hors TVA ou 138.102,85 EUR TVAC (21% TVA) aux articles 7620/125-06, 7610/125-06, 1040/125-06, 1040/125-06, 8780/125-06, 1370/125-06, 7660/125-06, 7340/125-06, 7660/125-06, 1040/125-06, 1040/125-06, 7630/125-06, 7640/125-06, 7670/125-06, 7350/125-06, 7220/125-06, 8440/125-06, 9220/125-06, 7620/724-60, 1040/724-60, 7610/724-60, 8710/724-60, 1040/724-60, 1370/724-60, 8780/724-60, 9301/724-60, 7340/724-60, 7350/724-60, 7350/724-60, 7630/724-60, 7640/724-60, 9220/724-60 du budget ordinaire 2026.

Le point est reporté.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling
Overheidsopdrachten - Kennisname van beraadslagingen van het College -
Artikel 234§3 van de Nieuwe Gemeentewet.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet (Brussels Hoofdstedelijk Gewest) van 4 juni 1988 ;

Gelet op art. 234, §3 van de Nieuwe Gemeentewet dat bepaalt : "het College van Burgemeester en Schepenen is gemachtigd de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief btw geraamd wordt op minder dan 140.000 EUR. In dat geval wordt de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen" ;

WORDT GEÏNFORMEERD OVER DE VOLGENDE COLLEGEBSLUITEN :

Zitting van 28/05/2026 : Dienst Overheidsopdrachten – Opdracht betreffende de huur van hygiënebakken voor damesverbanden en handdoekdispensers voor een duur van 48 maanden – Overheidsopdracht via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Geraamd bedrag van de uitgave : 29.750,00 EUR exclusief btw, zijnde 36.000,00 EUR inclusief 21% btw per jaar, of 144.000,00 EUR voor de vierjarige periode op artikels 1040/125/06, 7350/125/06, 7626/125/48, 7660/125/06, 7670/125/06 en 7640/125/06 van de gewone dienst 2026.

Zitting van 28/05/2026: Dienst Overheidsopdrachten – Opdracht voor diensten (op basis van een vaste prijs) betreffende de verhuur en het onderhoud van werkkleding voor het personeel van de diensten Openbare Reiniging en Wagenpark voor een periode van 4 jaar (2026-2030) - Overheidsopdracht via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Geraamd bedrag van de uitgave : 22.314,05 EUR excl. BTW of 27.000,00 EUR incl. BTW per jaar dus 89.256,20 EUR excl. BTW of 108.000,00 EUR incl. BTW voor de 4 jaren op artikel 8750-124-05 van de gewone dienst 2026.

Zitting van 04/06/2026 : Dienst Overheidsopdrachten – Opdracht voor diensten (tegen gemengde prijs) betreffende het jaarlijks onderhoud en de herstelling van garagepoorten voor een duur van één jaar, eenmaal verlengbaar voor een bijkomende periode van één jaar (1+1) - Overheidsopdracht via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Geraamd bedrag van de uitgave : 52.800,00 EUR excl. BTW (BTW 21%) hetzij 63.888,00 EUR incl. BTW op artikels 9220/125/06, 1040/125/06, 7220/125/06 van de gewone dienst 2026 en volgende dienst.

Zitting van 25/06/2026 : Dienst Overheidsopdrachten – Opdracht voor werken betreffende de demontage van een tijdelijk paviljoen gelegen bij School 1, de eventuele opslag ervan en de heropbouw op de site van School Paloke, evenals de

plaatsing van een trap en een PBM-helling, gelegen aan de Ninoofsesteenweg 1001 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek – Overheidsopdracht geplaatst via een onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking – Geraamd bedrag van de uitgave : 112.915,66 exclusief btw of 119.680 EUR TVAC (6%) op artikel 7220/723/60 van de gewone dienst 2026.

Zitting van 25/06/2026 : Dienst Overheidsopdrachten – Overheidsopdracht voor diensten met betrekking tot „het onderhoud en de reparatie van gemeentelijke personenliften en goederenliften voor een periode van één jaar“ – Gemengde opdracht – Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking – Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de te raadplegen firma's – Geraamd bedrag van de uitgave: 123.950,00 EUR exclusief btw of 149.979,50 EUR inclusief 21% btw, per jaar. De nodige kredieten zullen worden voorzien op de volgende begrotingsartikelen: 7626/125/06, 1040/125/06, 7220/125/06, 8440/125/06, 7624/125/06, 7627/724/06, 7670/125/06, 8750/125/06, 9220/125/06 en 7630/125/06 van de gewone dienst 2026.

Zitting van 02/07/2026 : Dienst Overheidsopdrachten – Opdracht voor diensten (gemengde prijsvaststelling) met betrekking tot het onderhoud van de hydraulische netwerken van gemeentelijke woongebouwen, opsporing en herstelling van lekken en infiltraties gemeld door de aanbestedende overheid (warm water, koud water en hemelwaternetwerken) voor een duur van één jaar – Overheidsopdracht uitgevoerd via een onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking – Geraamd bedrag van de uitgave: 82.670,00EUR exclusief btw of 87.630,20 EUR inclusief 21% btw op artikel 9220/125-06 van de gewone dienst 2026.

Zitting van 09/07/2026 : Dienst Overheidsopdrachten - Opdracht voor leveringen tegen prijslijst betreffende “Aankoop van boeken van uitgeverij Die Keure voor de Nederlandstalige gemeentelijke scholen - schooljaar 2026-2027” – Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking – Overwegende dat de geraamde waarde van deze opdracht 72.095,00 EUR excl. btw of 76.420,50 EUR incl. 6% btw bedraagt - voor een schooljaar - op artikel 7222/124-02 van de gewone dienst 2026.

Zitting van 09/07/2026 : Dienst Overheidsopdrachten - Opdracht voor werken (tegen globale prijs) betreffende de vervanging van individuele verwarmingsketels in de gemeentelijke woningen gelegen op het grondgebied van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking – Geraamd bedrag van de uitgave: 122.641,50 EUR excl. BTW (BTW 6%) hetzij 130.000,00 EUR incl. BTW op artikel 9220/724/60 van de buitengewone dienst 2026 en gefinancierd door leningen.

Zitting van 16/07/2026 : Dienst Overheidsopdrachten - Opdracht voor werken betreffende de vervanging en het onderhoud van de autonome veiligheidsverlichtingsblokken in de gemeentelijke gebouwen en woningen, voor een periode van één jaar. Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking – Geraamd bedrag van de uitgave: 117.085,00 EUR exclusief btw of 138.102,85 EUR inclusief 21% btw voor één jaar op overeenkomstig artikel 7620/125-06, 7610/125-06, 1040/125-06, 1040/125-06, 8780/125-06, 1370/125-06, 7660/125-06, 7340/125-06, 7660/125-06, 1040/125-06, 1040/125-06, 7630/125-06, 7640/125-06, 7670/125-06, 7350/125-06, 7220/125-06, 8440/125-06, 9220/125-06, 7620/724-60, 1040/724-60, 7610/724-60, 8710/724-60, 1040/724-60, 1370/724-60, 8780/724-60, 9301/724-60, 7340/724-60, 7350/724-60, 7350/724-60, 7630/724-60, 7640/724-60, 9220/724-60 van de gewone dienst 2026.

Het punt wordt verdaagd.

Enseignement francophone - Enseignement de promotion sociale - Déclaration des emplois vacants au 15 avril 2026.

LE CONSEIL,

Vu les articles 10, 11, 24, 30, 33, 35, 38, 39, 41, 127, § 1^{er}, 2° et § 2, 129, 162, 163, 187, 188 et 190 de la Constitution coordonnée le 17 février 1994 ;

Vu les articles 1^{er}, § 2, 3, 6, § 1^{er}, VIII, 7, 7 *bis*, 17 à 23, 54 à 56, 78, 83, § 3, 84 et 95 de la Loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 ;

Vu les articles 1^{er} à 4, 6 à 8, 32, 33, 38, 39 et 85 de la Loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises ;

Vu les articles 84 à 102, 108 à 116, 143 et 149 de la Nouvelle Loi communale du 24 juin 1988 ;

Vu les articles 2, 3, 6 à 8, 13, 14 et 21 de l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les Communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu les articles 1^{er}, 2 et 5 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative ;

Vu les articles 1^{er}, 6 et 7 de l'Arrêté ministériel pris le 23 septembre 2016 par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, portant délégation à certains fonctionnaires de Bruxelles Pouvoirs locaux dans le cadre de la tutelle administrative sur les communes, les intercommunales, les zones de police et les établissements locaux reconnus de gestion du temporel du culte ;

Vu les articles 12 *bis*, §§ 2 et 3, 24, § 2, alinéa 1^{er}, 27 à 30 et 53 de la Loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ;

Vu les articles 1^{er}, 2, 13 et 15 de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement, ainsi que les articles 2, 6 et 70 des Lois coordonnées le 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative ;

Vu les articles 1^{er}, 2, 82, 111 *bis*, 136, 137 et 139 du Décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale ;

Vu les articles 2 et 14 du Décret du 10 avril 1995 fixant des mesures urgentes en matière d'enseignement de promotion sociale ;

Vu les articles 1^{er}, 4, 24, 24 *bis*, 27 *bis*, 27 *ter*, 30 à 35, 98 et 102 du Décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu les articles 1^{er}, 8 à 12, 15, 17, et 19 à 20 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement de promotion sociale officiel subventionné ;

Vu la délibération du Conseil communal du 14 mars 1996 qui approuve le Protocole d'accord n° 2 adopté le 17 mai 1995 par la Commission paritaire locale de l'enseignement officiel subventionné, lequel fixe les modalités relatives à la communication annuelle de la liste des emplois vacants, et celles des candidatures à la priorité pour les désignations du personnel temporaire de l'enseignement ;

Vu la délibération du Conseil communal du 14 mars 1996 qui approuve le Protocole d'accord n° 3 du 17 mai 1995 par lequel la Commission paritaire locale de l'enseignement officiel subventionné a déterminé les modalités relatives à la communication annuelle de l'appel à candidatures pour la nomination à titre définitif dans les emplois vacants ;

Considérant qu'il résulte des articles 1^{er} et 24 du Décret du 6 juin 1994 précité que les membres du personnel temporaire des établissements d'enseignement officiel subventionné qui souhaitent faire usage de leur droit à la priorité doivent, à peine de forclusion pour l'année scolaire concernée, introduire leur candidature avant le 31 mai par lettre recommandée adressée au pouvoir organisateur auprès duquel ils ont acquis une priorité ; que cette priorité est valable pour tous les emplois vacants, ainsi que pour les emplois non-vacants qui donnent lieu à un remplacement pour une période initiale ininterrompue d'au moins quinze semaines ; que la lettre

recommandée mentionne la fonction à laquelle se rapporte la candidature ; que l'acte par lequel le candidat fait valoir sa priorité est valable pour l'année scolaire suivante ;

Considérant que la circulaire 8884 du 7 avril 2023 a prévu que les actes de candidature ou l'exercice de cette priorité prévu par le décret du 6 juin 1994 pourront également se réaliser par voie électronique ;

Considérant que le Protocole d'accord n° 2 adopté le 17 mai 1995 par la Commission paritaire locale de l'enseignement officiel subventionné prévoit que les candidatures pour l'exercice du droit à la priorité doivent avoir lieu sur base de la liste des emplois déclarés vacants durant l'année scolaire en cours, laquelle est communiquée par le pouvoir organisateur :

- par insertion dans le cahier de communication de chaque établissement d'enseignement, avec obligation pour le personnel de parapher après la prise de connaissance ;
- par affichage de la liste dans la salle des professeurs ;
- par envoi recommandé à tous les enseignants qui n'auront pu être contactés ;

Considérant que l'article 31 du Décret du 6 juin 1994 précité prévoit par ailleurs que chaque année scolaire, dans le courant du mois de mai, le pouvoir organisateur procède à un appel aux candidats à la nomination définitive en vue de pourvoir les emplois vacants au 15 avril qui précède, et qui demeurent vacants le 1^{er} octobre suivant ; qu'à cette fin, le pouvoir organisateur communique annuellement la liste des emplois vacants aux membres du personnel concernés suivant les modalités fixées par les Commissions paritaires locales ;

Considérant que le Protocole d'accord n° 3 du 17 mai 1995 de la Commission paritaire locale de l'enseignement officiel subventionné dispose que les candidatures à la nomination à titre définitif dans les emplois vacants doivent être introduites avant le 31 mai de l'année en cours, par lettre recommandée adressée à l'Echevin de l'Instruction publique, ou par dépôt contre accusé de réception au Service de l'Instruction publique ;

DECIDE :

Article 1^{er} :

De déclarer vacants au 15 avril 2026, dans l'enseignement de promotion sociale, les emplois subventionnés suivants :

SECONDAIRE INFERIEUR

240 périodes d'anglais (UF1 et UF2)

240 périodes de français (UFDA et UFDB)

SECONDAIRE SUPERIEUR

En « Auxiliaire de l'enfance » :

120 périodes de Découverte du métier

20 périodes de Stage d'observation

240 périodes d'Accueil des enfants dans une structure collective : bases méthodologiques

80 périodes de déontologie professionnelle

400 périodes d'Approfondissement théorique

200 périodes d'Accueil des enfants à domicile et en collectivité : approfondissement méthodologique

200 périodes d'Accueil des enfants durant leur temps libre : approfondissement méthodologique

40 périodes de stage d'insertion

40 périodes de stage d'intégration

20 périodes de stage en centre de vacances

40 périodes d'épreuve intégrée

SUPERIEUR COURT ECONOMIQUE

240 périodes d'Anglais (UE4, UE5 et UE6)

160 périodes de Néerlandais (UE2 et UE3)

160 périodes d'Espagnol (UE2 et UE3)

20 périodes de stage d'insertion professionnelle

20 périodes de stage d'intégration professionnelle en agence

20 périodes de stage d'intégration professionnelle en tourisme réceptif

20 périodes d'épreuve intégrée
100 périodes de Techniques de gestion de l'information – niveau 1
90 périodes de Techniques de base de la communication digitale

Secrétariat

36 heures de secrétaire-éducateur

Article 2 :

De ratifier la liste des emplois vacants au 15 avril 2026 ainsi que l'appel à candidatures diffusés par le Service de l'Instruction publique pour l'exercice du droit à la priorité du personnel temporaire et pour la nomination à titre définitif dans les emplois vacants au 15 avril 2026.

La présente délibération sera portée à la connaissance du Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale qui a les Pouvoirs locaux dans ses attributions, dans les formes et délais prescrits par l'article 7 de l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les Communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le point est reporté.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd

Franstalig onderwijs - Onderwijs voor sociale promotie - Verklaring van de vacante betrekkingen op 15 april 2026.

DE RAAD,

Gezien de artikelen 10, 11, 24, 30, 33, 35, 38, 39, 41, 127, § 1^{er}, 2° en § 2, 129, 162, 163, 187, 188 en 190 van de gecoördineerde Grondwet van 17 februari 1994;

Gezien de artikelen 1^{er}, § 2, 3, 6, § 1^{er}, VIII, 7, 7 *bis*, 17 tot en met 23, 54 tot en met 56, 78, 83, § 3, 84 en 95 van de Bijzondere Wet op de institutionele hervormingen van 8 augustus 1980;

Gezien de artikelen 1 tot en met 4, 6 tot en met 8, 32, 33, 38, 39 en 85 van de Bijzondere Wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen;

Gezien de artikelen 84 tot en met 102, 108 tot en met 116, 143 en 149, 2°, van de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988;

Gezien de artikelen 2, 3, 6 tot en met 8, 13, 14 en 21 van de Ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 14 mei 1998 tot organisatie van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gezien de artikelen 1, 2 en 5 van het Besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 16 juli 1998 betreffende de toezending aan de Regering van de akten van de gemeentelijke overheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht;

Gezien de artikelen 1, 6 en 7 van het ministerieel besluit van 23 september 2016 van de minister-president van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, belast met de lokale overheden, houdende delegatie aan bepaalde ambtenaren van Brussel Lokale Overheden in het kader van het administratief toezicht op de gemeenten, de intercommunales, de politiezones en de erkende lokale instellingen voor het beheer van de wereldlijke aangelegenheden van de eredienst;

Gezien de artikelen 1 tot en met 7 van de wet van 29 juli 1991 betreffende de formele motivering van bestuursbesluiten;

Gezien de artikelen 12 *bis*, §§ 2 en 3, 24, § 2, eerste lid, 27 tot en met 30 en 53 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van bepaalde bepalingen van de onderwijswetgeving;

Gezien de artikelen 1^{er}, 2, 13 en met 15 van de Wet van 30 juli 1963 betreffende de taalregeling in het onderwijs, alsmede de artikelen 2, 6 en 70 van de op 18 juli 1966 gecoördineerde wetten betreffende het taalgebruik in administratieve aangelegenheden;

Gezien de artikelen 1^{er}, 2, 82, 111 *bis*, 136, 137 en 139 van het decreet van 16 april 1991 tot organisatie van het onderwijs voor sociale vooruitgang;

Gezien de artikelen 2 en 14 van het decreet van 10 april 1995 tot vaststelling van dringende maatregelen op het gebied van het onderwijs voor sociale vooruitgang;

Gezien de artikelen 1^{er}, 4, 24, 24 *bis*, 27 *bis*, 27 *ter*, 30 tot en met 35, 98 en 102 van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs;

Gezien de artikelen 1^{er}, 8 tot en met 12, 15, 17 en 19 tot en met 20 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling bij gebrek aan werk, de herplaatsing en de toekenning van een wachtgeldsubsidie in het officiële gesubsidieerde onderwijs voor sociale promotie;

Gezien het besluit van de gemeenteraad van 14 maart 1996 tot goedkeuring van het protocolakkoord nr. 2, aangenomen op 17 mei 1995 door de lokale paritaire commissie voor het officiële gesubsidieerde onderwijs, waarin de voorwaarden zijn vastgelegd voor de jaarlijkse bekendmaking van de lijst met vacatures, en die van de prioritaire sollicitaties voor de aanstelling van tijdelijk onderwijzend personeel;

Gezien de beraadslaging van de gemeenteraad van 14 maart 1996, waarin het protocolakkoord nr. 3 van 17 mei 1995 wordt goedgekeurd, waarbij de lokale paritaire commissie voor het gesubsidieerd openbaar onderwijs de modaliteiten heeft vastgesteld met betrekking tot de jaarlijkse bekendmaking van de oproep tot het indienen van sollicitaties voor de definitieve aanstelling in de vacante functies;

Overwegende dat uit de artikelen 1 en 24 van het bovengenoemde decreet van 6 juni 1994 volgt dat tijdelijke personeelsleden van instellingen voor officieel gesubsidieerd onderwijs die gebruik willen maken van hun recht op voorrang, op straffe van verval voor het betreffende schooljaar, hun sollicitatie vóór 31 mei indienen via een aangetekende brief gericht aan de organiserende instantie waarbij zij een voorrang hebben verworven; dat deze voorrang geldt voor alle vacante functies, alsook voor niet-vacante functies die aanleiding geven tot een vervanging voor een ononderbroken initiële periode van ten minste vijftien weken; dat de aangetekende brief de functie vermeldt waarop de sollicitatie betrekking heeft; dat het document waarmee de kandidaat zijn voorrang doet gelden, geldig is voor het volgende schooljaar;

Overwegende dat circulaire 8884 van 7 april 2023 bepaalt dat sollicitaties of de uitoefening van deze voorrang, zoals voorzien in het decreet van 6 juni 1994, ook elektronisch kunnen plaatsvinden;

Overwegende dat het op 17 mei 1995 door de lokale paritaire commissie voor het gesubsidieerd openbaar onderwijs aangenomen protocolakkoord nr. 2 bepaalt dat de sollicitaties voor de uitoefening van het recht op voorrang moeten plaatsvinden op basis van de lijst van vacatures die tijdens het lopende schooljaar zijn gemeld, welke door de inrichtende macht wordt meegedeeld:

- door opname in het mededelingenboek van elke onderwijsinstelling, waarbij het personeel verplicht is het document te paraferen nadat het is gelezen;
- door de lijst op te hangen in de lerarenkamer;
- door aangetekende verzending naar alle docenten met wie geen contact kon worden opgenomen;

Overwegende dat artikel 31 van het bovengenoemde decreet van 6 juni 1994 bovendien bepaalt dat de inrichtende macht elk schooljaar, in de loop van de maand mei, een oproep doet aan kandidaten voor een definitieve aanstelling om de vacatures te vervullen die op 15 april van dat jaar openstonden en die op 1^{er} oktober daaropvolgend nog steeds vacant zijn; dat de inrichtende macht daartoe jaarlijks de lijst van vacante functies aan de betrokken personeelsleden meedeelt volgens de door de lokale paritaire commissies vastgestelde modaliteiten;

Overwegende dat het Protocolakkoord nr. 3 van 17 mei 1995 van de lokale paritaire commissie voor het gesubsidieerd openbaar onderwijs bepaalt dat de kandidaturen voor definitieve aanstelling in de vacante functies vóór 31 mei van het lopende jaar moeten worden ingediend, per aangetekende brief gericht aan de schepen van Onderwijs, of door afgifte tegen ontvangstbewijs bij de Dienst voor Openbaar Onderwijs;

BESLUIT:

Artikel 1:

De volgende gesubsidieerde functies in het volksonderwijs per 15 april 2026 vacant te verklaren:

LAGER SECUNDAIR

240 uren Engels (UF1 en UF2)

240 uren Frans (UFDA en UFDB)

HOGER SECUNDAIR

In "Kinderbegeleider":

120 uren Beroepsoriëntatie

20 uren Observatiestage

240 uren Opvang van kinderen in een collectieve structuur: methodologische basis

80 uren Beroepsethiek

400 uren Theoretische verdieping

200 uren Kinderopvang thuis en in collectieve instellingen: methodologische verdieping

200 uren Kinderopvang tijdens hun vrije tijd: methodologische verdieping

40 uren inwerkstage

40 uren integratiestage

20 uren stage in een vakantieceterum

40 uren geïntegreerde toets

KORTE ECONOMISCHE HOGERE OPLEIDING

240 uren Engels (UE4, UE5 en UE6)

160 uren Nederlands (UE2 en UE3)

160 uren Spaans (UE2 en UE3)

20 uren beroepsintegratiestage

20 uren beroepsintegratiestage bij een agentschap

20 uren beroepsintegratiestage in het inkomend toerisme

20 uren geïntegreerde proef

100 uren Informatiebeheertechnieken – niveau 1

90 uren Basistechnieken van digitale communicatie

Secretariaat

36 uur secretaris-opvoeder

Artikel 2:

De lijst van vacatures per 15 april 2026 goed te keuren, evenals de oproep tot kandidaatstelling die door de Dienst voor Openbaar Onderwijs is verspreid voor de uitoefening van het voorraangsrecht van tijdelijk personeel en voor de definitieve aanstelling in de vacatures per 15 april 2026.

Dit besluit zal ter kennis worden gebracht van de minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, die bevoegd is voor Lokale overheden, in de vorm en binnen de termijnen voorgeschreven door artikel 7 van de Ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 14 mei 1998 tot organisatie van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Het punt wordt verdaagd.

26.08.2026/A/0013

**Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière
Propriétés Communales - Stade Edmond Machtens - Rue Charles Malis 61 -
RWD MF - Convention de sécurité 2026-2027 relative aux obligations de la
Racing White Daring Molenbeek Future s.a. pour les rencontres de football
disputées au stade Edmond Machtens à Molenbeek-Saint-Jean.**

LE CONSEIL,

Considérant que la Commune de Molenbeek-Saint-Jean est propriétaire du Stade Edmond Machtens sis Rue Charles Malis 61 ;

Vu la décision du Conseil du 19.02.2020, concernant la convention d'occupation du

Stade Machtens au profit du Racing White Daring Molenbeek Future sa (RWDMF) ;
Vu les différentes dispositions légales à respecter pour l'organisation de matches de football ;

Considérant que le Racing White Daring Molenbeek Future s.a. dont le numéro d'entreprise est le BE 0714.982.050, doit établir chaque année une convention ayant pour but de déterminer les obligations des parties dans le cadre de la prévention et de la répression des débordements de spectateurs lors de matches de football, en ce comprises celles contenues dans les différents textes légaux auxquels il ne peut être dérogé ;

Considérant que cette convention engage la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, le club Racing White Daring Molenbeek Future s.a., la Police locale Bruxelles-Ouest, l'arrondissement de Bruxelles, le service incendie et aide médicale urgente et la croix rouge de Belgique ;

Considérant que cette convention 2026 - 2027 a été soumise au service des Affaires juridiques ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

Article unique

D'approuver le projet de convention du club « Racing White Daring Molenbeek Future s.a. » dont le numéro d'entreprise est le BE 0714.982.050, pour la saison 2026-2027, lors de laquelle le club évoluera en division D1 FFA ;

Le point est reporté.

**Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer
Gemeentelijke Eigendommen - Edmond Machtensstadion - Charles Malisstraat
61 - RWDMF - Veiligheidsovereenkomst 2026-2027 betreffende de
verplichtingen van Racing White Daring Molenbeek Future s.a. voor
voetbalwedstrijden die worden gespeeld in het Edmond Machtensstadion in Sint-
Jans-Molenbeek.**

DE RAAD,

Overwegende dat de gemeente Sint-Jans-Molenbeek eigenaar is van het Edmond Machtensstadion, gelegen aan de Charles Malisstraat 61;

Gezien het besluit van de Raad van 19.02.2020 betreffende de overeenkomst voor het gebruik van het Machtensstadion ten behoeve van Racing White Daring Molenbeek Future nv (RWDMF);

Gezien de verschillende wettelijke bepalingen die moeten worden nageleefd voor de organisatie van voetbalwedstrijden;

Overwegende dat Racing White Daring Molenbeek Future nv, met ondernemingsnummer BE 0714.982.050, elk jaar een overeenkomst moet opstellen om de verplichtingen van de partijen vast te leggen in het kader van de preventie en bestrijding van wangedrag van toeschouwers tijdens voetbalwedstrijden, met inbegrip van de verplichtingen die zijn opgenomen in de verschillende wettelijke teksten waarvan niet kan worden afgeweken;

Overwegende dat deze overeenkomst bindend is voor de gemeente Sint-Jans-Molenbeek, de club Racing White Daring Molenbeek Future s.a., de lokale politie Brussel-West, het arrondissement Brussel, de brandweer en de spoedeisende medische hulp en het Belgische Rode Kruis;

Overwegende dat deze overeenkomst 2026-2027 is voorgelegd aan de dienst Juridische Zaken;

Gelet op de artikelen 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet ;

BESLUIT:

Enig artikel

Het ontwerp van overeenkomst van de club "Racing White Daring Molenbeek

Future s.a.”, met ondernemingsnummer BE 0714.982.050, goed te keuren voor het seizoen 2026-2027, waarin de club zal uitkomen in de D1 FFA-divisie;

Het punt wordt verdaagd.

26.08.2026/A/0014

Département des Ressources Humaines

RH - Modification du règlement de travail - Report des congés annuels en cas d'incapacité de travail en fin d'année.

LE CONSEIL,

Vu la Loi du 17 juillet 2023 modifiant notamment la Loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail ;

Vu la directive 2003/88/CE ;

Considérant que les congés annuels doivent être pris au cours de l'année de vacances et, en principe, avant le 31 décembre ;

Considérant que le report des congés constitue une exception strictement encadrée, limitée aux situations dans lesquelles le travailleur est objectivement empêché de prendre ses congés en raison d'une incapacité de travail ;

Considérant qu'il y a lieu d'éviter toute pratique consistant à différer la prise de congés alors que celle-ci reste matériellement possible avant la fin de l'année ;

Considérant la nécessité d'assurer la continuité du service public et une gestion rigoureuse des congés ;

DECIDE :

Article 1

Les jours de congé annuel qui n'ont pu être pris avant le 31 décembre de l'année de vacances, en raison d'une incapacité de travail empêchant effectivement toute prise de congé durant la période restante de l'année, sont reportés.

Ils doivent être pris dans un délai maximal de vingt-quatre mois à compter de la fin de l'année de vacances.

À l'expiration de ce délai, les jours non pris sont définitivement perdus.

Article 2

La prise des congés reportés s'effectue en concertation avec le supérieur hiérarchique, dans le respect des nécessités du service et conformément aux modalités prévues par le règlement de travail.

Les congés reportés ne peuvent être pris en une seule fois lorsque cela est susceptible de compromettre la continuité du service, sauf accord exprès et préalable du chef de service.

Article 3

La présente disposition est intégrée au règlement de travail conformément aux dispositions légales applicables.

Le point est reporté.

Departement Human Resources

HR - Wijziging van het arbeidsreglement - Overbrengen van jaarlijkse vakantie bij arbeidsongeschiktheid op het einde van het jaar.

DE RAAD,

Gezien de wet van 17 juli 2023 tot wijziging van onder meer de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten;

Gezien de Richtlijn 2003/88/EG;

Overwegende dat de jaarlijkse vakantiedagen moeten worden opgenomen in het vakantiejaar en in principe vóór 31 december;

Overwegende dat het uitstellen van de vakantie een strikt gereguleerde uitzondering vormt, beperkt tot situaties waarin de werknemer objectief verhinderd is zijn vakantie op te nemen wegens arbeidsongeschiktheid;

Overwegende dat elke praktijk waarbij het opnemen van verlof wordt uitgesteld terwijl dit materieel mogelijk blijft vóór het einde van het jaar, moet worden vermeden;

Overwegende de noodzaak om de continuïteit van de openbare dienstverlening en een strikt verlofbeheer te waarborgen;

BESLUIT :

Artikel 1

de jaarlijks verlofdagen die niet vóór 31 december van het vakantiejaar konden worden opgenomen, vanwege arbeidsongeschiktheid die het daadwerkelijk onmogelijk maakte om verlof op te nemen tijdens de resterende periode van het jaar, worden overgebracht.

Ze moeten worden opgenomen binnen een termijn van maximaal vierentwintig maanden vanaf het einde van het vakantiejaar.

Na het verstrijken van deze termijn gaan de niet-opgenomen dagen definitief verloren.

Artikel 2

Het opnemen van overgebrachte verlofdagen gebeurt in overleg met de hiërarchische overste, met inachtneming van de dienstnoden en overeenkomstig de bepalingen van het arbeidsreglement.

De overgebrachte verlofdagen mogen niet in één keer worden opgenomen als dit de continuïteit van de dienst in gedrang kan brengen, tenzij het diensthoofd hiervoor uitdrukkelijk en vooraf toestemming heeft gegeven.

Artikel 3

Deze bepaling wordt opgenomen in het arbeidsreglement overeenkomstig de toepasselijke wettelijke bepalingen.

Het punt wordt verdaagd.

26.08.2026/A/0015

Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse

Petite Enfance - Spectacles d'éveil culturel et artistique (ONE) 2026 - Convention avec Lily & Compagnie ASBL.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment l'article 117 sur les attributions du conseil communal ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1er, 1°, d), i), selon lequel les prestations artistiques uniques ne sont pas soumises à une mise en concurrence ;

Vu l'appel à projets lancé par l'Office de la Naissance et de l'Enfance (ONE) visant à soutenir financièrement l'organisation de représentations de spectacles à destination des milieux d'accueil de la petite enfance pour l'année 2026 ;

Considérant qu'il est prévu dans le projet pédagogique des crèches, suite aux souhaits émis par l'Office de la Naissance et de l'Enfance, de faire participer les tout-petits à des activités diverses, tant intérieures qu'extérieures, culturelles, ludiques ou éducatives ;

Vu la décision du Collège du 05.02.2026 autorisant la candidature à l'appel à projets de l'ONE pour les spectacles d'éveil culturel et artistique (2026) ;

Vu la décision du Collège du 09.04.2026 / extrait 110369 autorisant l'engagement de la dépense de 300 €, dont 150 € prévus pour le spectacle « Mille Stelle »

présenté par Lily & Compagnie ASBL à la crèche « Petits Poucets » ;
Considérant que le service Petite Enfance a introduit les demandes de candidature dans les délais pour les quatre crèches ;
Considérant le courriel du 26.03.2026 de l'ONE – service Cellule Conseil-Projets-Support (CPS) Éveil Culturel et Artistique – nous informant que la crèche "Petits Poucets " a été retenu pour bénéficier du spectacle «Mille Stelle » par Lily & Compagnie ASBL ;
Considérant que le spectacle a un coût de 150 € pour la commune par représentation lorsqu'il est assuré par deux artistes ou plus ;
Considérant que l'ONE intervient directement auprès de l'ASBL à concurrence d'un montant de 530 €, sans intervention financière de la commune pour cette part ;
Considérant que le spectacle « Mille Stelle » par Lily & Compagnie ASBL est animé par deux artistes qui aura lieu le 15 octobre 2026 dans la crèche "Petits Poucets " ;
Vu la décision du Conseil communal du 22.04.2026 relative à la représentation des crèches « Reine Fabiola » et « Les Petites Alouettes » ;
Vu la décision du Conseil communal du 17.06.2026 relative à la représentation de la crèche « Louise Lumen»;
Considérant que que la dépense est inscrite au budget ordinaire 2026 à l'article 8440124-48 ;

DECIDE:

Article unique

D'approuver les conventions d'éveil culturel et artistique 2026, subventionnées par l'ONE, pour la crèche « *Petits Poucets*» , ci-annexées.

Le point est reporté.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Kinderopvang - Culturele en artistieke ontluikingsvoorstellingen (ONE) 2026 -
Overeenkomst met Lily & Compagnie vzw.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad ;
Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, § 1, 1°, d), i), volgens hetwelk unieke artistieke prestaties niet onderworpen zijn aan mededinging ;
Gelet op de projectoproep gelanceerd door het Office de la Naissance et de l'Enfance (Office de la Naissance et de l'Enfance) met als doel de organisatie van voorstellingen voor kinderopvangvoorzieningen voor het jaar 2026 financieel te ondersteunen ;
Gezien in het pedagogisch project van de kinderdagverblijven, in overeenstemming met de wensen van het Office de la Naissance et de l'Enfance, is voorzien dat jonge kinderen deelnemen aan diverse activiteiten, zowel binnen als buiten, cultureel, speels of educatief ;
Gelet op de beslissing van het College van 05.02.2026 waarbij de kandidatuur voor de projectoproep van de ONE voor culturele en artistieke opvoedingsvoorstellingen (2026) werd goedgekeurd ;
Gelet op de beslissing van het College van 09.04.2026 / uittreksel 110369 waarbij de vastlegging van de uitgave van 300 € werd goedgekeurd, waarvan 150 € voorzien is voor de voorstelling « Mille Stelle » gebracht door Lily & Compagnie VZW in het kinderdagverblijf « Petits Poucets » ;
Gezien de dienst Kinderopvang de kandidaturen binnen de gestelde termijnen heeft ingediend voor de vier kinderdagverblijven;
Gezien de e-mail van 26.03.2026 van de ONE – dienst Cel Advies-Projecten-Ondersteuning (CPS) Culturele en Artistieke Ontwikkeling – waarin wordt meegedeeld dat het kinderdagverblijf « Petits Poucets » werd geselecteerd om de voorstelling « Mille Stelle» van La Lily & Compagnie VZW te ontvangen ;

Gezien dat de kostprijs van de voorstelling ten laste van de gemeente 150 € per voorstelling bedraagt wanneer deze door twee of meer artiesten wordt verzorgd ;
Gezien dat het ONE rechtstreeks tussenkomt ten aanzien van de ASBL voor een bedrag van 530 €, zonder financiële tussenkomst van de gemeente voor dit deel;
Gezien de voorstelling « Mille Stelle », gebracht door Lily & Compagnie VZW en uitgevoerd door twee artiesten, zal plaatsvinden op 15 oktober 2026 in het kinderdagverblijf « Petits Poucets » ;
Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 22.04.2026 betreffende de vertegenwoordiging van de kinderdagverblijven « Reine Fabiola » en « Les Petites Alouettes » ;
Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 17.06.2026 betreffende de vertegenwoordiging van het kinderdagverblijf « Louise Lumen » ;
Overwegende dat de uitgave is ingeschreven op de gewone begroting 2026 onder begrotingsartikel 8440/124-48;

BESLUIT :

Enig artikel

De overeenkomsten inzake culturele en artistieke opvoeding 2026, gesubsidieerd door de ONE, voor het kinderdagverblijf « Petits Poucets », zoals opgenomen in bijlage, goed te keuren.

Het punt wordt verdaagd.

26.08.2026/A/0016

Département Infrastructures et Développement urbain Département Infrastructures et Développement urbain - Politique de la Ville 2021-2025 - Approbation de la modification de programme.

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 qui porte entre autre sur la Politique de la Ville;
Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 novembre 2016 portant exécution de l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine et adoptant la «Zone de Revitalisation Urbaine », dite « ZRU 2016 »;
Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 janvier 2017 relatif à la Politique de la Ville ;
Vu le courrier du 13 mars 2020 par lequel le service Public régional de Bruxelles (SPRB) s'engage à octroyer à la Commune de Molenbeek-Saint-Jean un montant de 8.236.768,36 EUR dans le cadre du programme pluriannuel (2021-2025) de la «Politique de la Ville par le développement des quartiers », d'une durée d'exécution de 5 ans débutant à la date de notification du programme de base soumis par la Commune et approuvé par le Gouvernement régional ;
Vu la délibération du Conseil communal du 20 janvier 2021 décidant de prendre connaissance du programme Politique de la Ville 2021-2025 établi par le Département Infrastructures et Développement Urbain et approuvé par le Collège des Bourgmestre et Échevins de la commune de Molenbeek-Saint-Jean;
Vu la notification de la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 9 décembre 2020 par laquelle le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale prend connaissance et approuve le programme pluriannuel « Politique de la Ville 2021-2025 » de la commune de Molenbeek-Saint-Jean ;
Vu l'article 27 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la Politique de la Ville du 19 janvier 2017 portant exécution de l'ordonnance qui

prévoit que le Conseil Communal peut modifier ou compléter le programme de la Politique de la Ville, sous réserve de ce que cette modification ou ce complément soient approuvés, sans augmentation des subsides octroyés, par le Ministre, au maximum une fois chaque année;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 27 octobre 2022 décidant : D'approuver le principe de transfert annuel des budgets non justifiés par les différents porteurs prioritairement vers le projet "2.6. Actions collectives dans le quartier Heyvaert" porté par la WAQ. ;

Prend connaissance des modifications du programme Politique de la Ville par le développement des quartiers 2021-2025;

Considérant que les modifications sont de 2 ordres :

- L'adaptation des budgets et plans financiers annuels aux coûts estimés actualisés;
- L'adaptation du contenu de certains projets

Considérant le tableau budgétaire et le document justificatif des modifications annexés à ce Conseil ;

DÉCIDE :

Article unique :

D'approuver la modification du programme Politique de la Ville 2021-2025 comme repris dans le tableau ci-dessous:

Objectif Opérationnel	Nom du projet	Programme de base	Modification de programme 1
Objectif 1			
Projet n°1.1	Parc de la Petite Senne	457.500,00	48.325,60
Projet n°1.2	La Minoterie, un lieu de rencontre	725.940,00	462.912,15
Projet n°1.3	Le grand parc de la Fonderie	1.028.000,06	1.908.053,02
Projet n°1.4	Manchester, un appui au pôle culturel	497.960,68	290.110,97
Projet n°1.5	Passage doux et potager de quartier Jean-Baptiste Decock	585.305,60	585.305,60
Projet n°1.6	Hall des sports Muhammad Ali	283.902,25	107.460,44
Projet n°1.7	Gestionnaires-Animateurs d'infrastructures socio-sportives des quartiers Maritime et Decock	979.625,90	979.625,90
sous - total objectif 1		4.558.234,49	4.381.794,18
Objectif 2			
Projet n°2.1	Animations autour du parc Menin Etangs Noirs	116.210,00	116.210,00
Projet n°2.2	Mon Quartier, Ma Maison !	249.108,00	246.669,05
Projet n°2.3	Ateliers et stages créatifs par la MCCA	588.580,00	567.853,06
Projet n°2.4	Activités et animations dans et autour de l'espace Saint-Rémy	502.316,85	469.202,68

Projet n°2.5	Actions collectives dans le quartier Maritime	165.136,00	165.136,00
Projet n°2.6	Actions collectives dans le quartier Heyvaert via la WAQ	320.000,00	596.605,26
sous - total objectif 2		1.941.350,85	2.161.676,05
Objectif n°3			
Projet n°3.1	Espace de formation Belvue	252.140,00	252.140,00
Projet n°3.2	Projet ISP - Pavage et rénovation bâtiments	237.140,00	234.906,69
Projet n°3.3	Guidance énergétique	241.556,00	239.905,92
Projet n°3.4	SAMPA - Accompagnement des Primo-Arrivants	232.285,00	232.285,00
Projet n°3.5	Heyvaert, la production en ville	1,00	0,00
Projet n°6.1	Coordination	774.061,02	734.061,02
sous - total objectif 3		963.122,00	959.237,61
Total		8.236.768,36	8.236.768,36

Le point est reporté.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling
Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Stadsbeleid 2021-2025 - Goedkeuring van de programmawijziging.

DE RAAD,

Gelet op de organieke ordonnantie van de stedelijke herwaardering van 6 oktober 2016, dat met name betrekking heeft op het Stadsbeleidsprogramma;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 10 november 2016 tot uitvoering van de ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering en tot goedkeuring van de "zone voor stedelijke herwaardering", genaamd "ZSH 2016";

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 januari 2017 betreffende het Stadsbeleid;

Gelet op de brief van 13 maart 2020 waarin de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel zich ertoe verbindt de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek een bedrag van 8.236.768,36 EUR toe te kennen in het kader van het meerjarenprogramma (2021-2025) van het "Stadsbeleid", over een duur van 5 jaren, met aanvang op de datum van kennisgeving van het door de Gemeente ingediende en door de Gewestregering goedgekeurde basisprogramma;

Gezien het besluit van de Gemeenteraad van 20 januari 2021, waarin werd besloten kennis te nemen van het programma „Stadsbeleid 2021-2025”, opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling en goedgekeurd door het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek;

Gelet op de betekening van de beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 9 december 2020 waarmee de Brusselse Hoofdstedelijke Regering kennis neemt

van het meerjarenprogramma “Stadsbeleid 2021-2025” van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en het goedkeurt;

Gelet op artikel 27 van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot uitvoering van de ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering van 19 januari 2017 die voorziet dat de gemeenteraad het programma van het Stadsbeleid kan wijzigen of aanvullen, onder voorbehoud dat deze wijziging of aanvulling, zonder verhoging van de subsidies, door de Minister goedgekeurd wordt, maximaal één keer per jaar;

Gezien het besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 27 oktober 2022, waarin wordt besloten: het principe goed te keuren van de jaarlijkse overdracht van de niet-gerechtvaardigde begrotingsmiddelen van de verschillende initiatiefnemers, bij voorrang naar het project „2.6. Collectieve acties in de Heyvaertwijk”, gedragen door de WAQ;

Neemt kennis van de wijzigingen van het programma van het Stadsbeleid 2021-2025;

Overwegende dat de wijzigingen 2 types betreffen:

- De aanpassing van de jaarlijkse budgetten en financiële plannen aan de geactualiseerde geschatte kosten;
- De aanpassing van de inhoud van bepaalde projecten

Gezien de begrotingstabel en het toelichtingsdocument bij de wijzigingen, die als bijlage bij deze gemeenteraadsberaadslaging zijn gevoegd;

BESLIST:

Enig artikel:

De wijziging van het programma van het Stadsbeleid 2021-2025 goed te keuren, zoals opgenomen in de tabel hieronder:

operationele doelstelling	Project	BasisProgr amma	Wijziging
doelstelling 1			
	Project n°1.1 Kleine Zennepark	457.500,00	48.325,60
	Project n°1.2 La Minoterie, een ontmeotingsplaats	725.940,00	462.912,15
	Project n°1.3 Het grote Fonderiepark	1.028.000,06	1.908.053,02
	Project n°1.4 De Manchesterstraat, een steun aan de culturele pool	497.960,68	290.110,97
	Project n°1.5 Zachte doorgang en buurtmoestiun Jean Baptiste Decock	585.305,60	585.305,60
	Project n°1.6 Sporthal Muhammad Ali	283.902,25	107.460,44
	Project n°1.7 Beheerders-Animatoren van sociosportieve infrastructuur in de Maritiemwijk en Decockwijk	979.625,90	979.625,90
subtotaal doelstelling 1		4.558.234,49	4.381.794,18
doelstelling 2			
	Project n°2.1 Animaties rond het park Menen/Zwarte Vijvers	116.210,00	116.210,00
	Project n°2.2 Mijn Wijk, Mijn Huis !	249.108,00	246.669,05

Project n°2.3	Creative workshops en Stages door het HCSS	588.580,00	567.853,06
Project n°2.4	Activiteiten en animaties in en rond de Sint-Remigiusruimte	502.316,85	469.202,68
Project n°2.5	Gezamenlijke acties en burgerinitiatieven in de Maritiemewijk via het CCM	165.136,00	165.136,00
Project n°2.6	Gezamenlijke acties in de Heyvaertwijk via de WAQ	320.000,00	596.605,26
subtotaal doelstelling 2		1.941.350,85	2.161.676,05
doelstelling n°3			
Project n°3.1	Opleidingsruimte Belvue	252.140,00	252.140,00
Project n°3.2	SPI-project - Bestrating en renovatie van gebouwen	237.140,00	234.906,69
Project n°3.3	Energiebegeleiding	241.556,00	239.905,92
Project n°3.4	Psychologische begeleiding voor nieuwkomers door SAMPA	232.285,00	232.285,00
Project n°3.5	Heyvaert, productie in de stad	1,00	0,00
Project n°6.1	Coördinatie	774.061,02	734.061,02
subtotaal doelstelling 3		963.122,00	959.237,61
Totaal		8.236.768,36	8.236.768,36

Het punt wordt verdaagd.

26.08.2026/A/0017 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Département Infrastructures et Développement Urbain - Subside Politique de soutien 2025-26 & 2026-27 - Conventions.

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 (OORU 2016) ;

Vu la décision du Conseil du 18/06/2025 approuvant la convention entre la commune de Molenbeek-Saint-Jean et la Région de Bruxelles-Capitale déterminant les modalités de liquidation des subsides relatifs à la coordination des politiques de revitalisation des quartiers pour la période du 1er avril 2025 au 30 juin 2025 ;

Vu la décision du Conseil du 11/02/2026 approuvant l'avenant à la convention entre la commune de Molenbeek-Saint-Jean et la Région de Bruxelles-Capitale déterminant les modalités de liquidation des subsides relatifs à la coordination des politiques de revitalisation des quartiers pour la période du 1er avril 2025 au 31 décembre 2025 ;

Vu la lettre reçue le 23/07/2026 du gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale notifiant l'octroi à la Commune de trois subsides relatifs à la coordination des politiques de revitalisation des quartiers pour une période étendue, du 1er avril 2025 au 31 mars 2026 ;

Considérant que ces trois subsides sont maintenant portés à:
58.011 EUR pour les Contrats de Quartier Durable ;
116.020 EUR pour les Contrats de Rénovation Urbaine ;
29.005 EUR pour le Contrat d'Axe - Contrat d'Illet ;

Considérant que la signature d'un avenant #2 à la convention entre la commune de Molenbeek-Saint-Jean et la Région de Bruxelles-Capitale est nécessaire afin de fixer les modalités de liquidation de la subvention ;
Prend connaissance de l'avenant #2 à la convention (ci-annexée) entre la commune de Molenbeek-Saint-Jean et la Région de Bruxelles-Capitale déterminant les modalités de liquidation des subsides relatifs à la coordination des politiques de revitalisation des quartiers pour la période du 1er avril 2025 au 31 mars 2026 ;
Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 juin 2026 octroyant à la commune de Molenbeek-Saint-Jean trois nouveaux subsides relatifs à la coordination des politiques de revitalisation des quartiers, couvrant cette fois-ci la période du 1er avril 2026 au 31 mars 2027 ;
Considérant que ces trois nouveaux subsides sont répartis comme suit :
58.010 EUR pour les Contrats de Quartier Durable ;
89.433 EUR pour les Contrats de Rénovation Urbaine ;
29.005 EUR pour le Contrat d'Axe - Contrat d'Illet ;

Considérant que la signature d'une nouvelle convention entre la commune de Molenbeek-Saint-Jean et la Région de Bruxelles-Capitale est nécessaire afin de fixer les modalités de liquidation de la subvention ;
Prend connaissance de la convention (ci-annexée) entre la commune de Molenbeek-Saint-Jean et la Région de Bruxelles-Capitale déterminant les modalités de liquidation des subsides relatifs à la coordination des politiques de revitalisation des quartiers pour la période du 1er avril 2026 au 31 mars 2027 ;
Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE:

Article 1 :

D'approuver l'avenant #2 à la convention entre la commune de Molenbeek-Saint-Jean et la Région de Bruxelles-Capitale déterminant les modalités de liquidation des subsides relatifs à la coordination des politiques de revitalisation des quartiers pour la période du 1er avril 2025 au 31 mars 2026 ;

Article 2 :

D'approuver la convention entre la commune de Molenbeek-Saint-Jean et la Région de Bruxelles-Capitale déterminant les modalités de liquidation des subsides relatifs à la coordination des politiques de revitalisation des quartiers pour la période du 1er avril 2026 au 31 mars 2027 ;

Le point est reporté.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling
Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Subsidie
ondersteuningsbeleid 2025-26 & 2026-27 - Overeenkomsten.

DE RAAD,

Gezien de organieke ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering (OOSH 2016);
Gezien de beslissing van de Gemeenteraad van 18/06/2025 om de overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek goed te keuren die de modaliteiten bepaalt voor vereffening van de subsidies betreffende de coördinatie van het beleid tot herwaardering van de wijken voor de periode van 1 april 2025 tot 30 juni 2025 ;

Gezien de beslissing van de Gemeenteraad van 11/02/2026 om het aanhangsel bij de overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek goed te keuren dat de modaliteiten bepaalt voor vereffening van de subsidies betreffende de coördinatie van het beleid tot herwaardering van de wijken voor de periode van 1 april 2025 t.e.m. 31 december 2025 ;

Gezien de brief gekregen op 23/07/2026 van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest waarbij kennis wordt gegeven van het toekennen van drie subsidies betreffende de coördinatie van het beleid tot herwaardering van de wijken voor een verlengde periode, nl. van 1 april 2025 t.e.m. 31 maart 2026;

Overwegende dat deze drie subsidies worden verhoogd tot:

58.011 EUR voor de Duurzame Wijkcontracten;

116.020 EUR voor de Stadsvernieuwingscontracten;

29.005 EUR voor het As- en huizenblokcontract;

Overwegende dat een aanhangsel bij de overeenkomst tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest noodzakelijk is om de modaliteiten voor vereffening van de subsidie vast te leggen;

Neemt kennis van het aanhangsel #2 bij de overeenkomst (in bijlage) tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek dat de modaliteiten bepaalt voor vereffening van de subsidies betreffende de coördinatie van het beleid tot herwaardering van de wijken voor de periode van 1 april 2025 t.e.m. 31 maart 2026;

Gezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 25 juni 2026 die een nieuwe subsidie toekent aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor de coördinatie van het beleid tot herwaardering van de wijken, dit keer voor de periode van 1 april 2026 t.e.m. 31 maart 2027;

Overwegende dat deze drie subsidies als volgt worden onderverdeeld:

58.010 EUR voor de Duurzame Wijkcontracten;

89.433 EUR voor de Stadsvernieuwingscontracten;

29.005 EUR voor het As- en huizenblokcontract;

Overwegende dat een nieuwe overeenkomst tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest noodzakelijk is om de modaliteiten voor vereffening van de subsidie vast te leggen;

Neemt kennis van de overeenkomst (in bijlage) tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek dat de modaliteiten bepaalt voor vereffening van de subsidies betreffende de coördinatie van het beleid tot herwaardering van de wijken voor de periode van 1 april 2026 t.e.m. 31 maart 2027;

Gezien artikel 117 van de nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT:

Artikel 1:

Het aanhangsel #2 bij de overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek goed te keuren dat de modaliteiten bepaalt voor vereffening van de subsidies betreffende de coördinatie van het beleid tot herwaardering van de wijken voor de periode van 1 april 2025 t.e.m. 31 maart 2026;

Artikel 2:

De overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek goed te keuren dat de modaliteiten bepaalt voor vereffening van de subsidies betreffende de coördinatie van het beleid tot herwaardering van de wijken voor de periode van 1 april 2026 t.e.m. 31 maart 2027;

Het punt wordt verdaagd.

**d'investissement communal et sportif 2022-2024 - Prise de connaissance du
procès-verbal du comité d'accompagnement du 13/03/2026.**

LE CONSEIL,

Considérant que la Région nous a convié pour un comité d'accompagnement pour établir un bilan des projets en cours et ceux qui seront organisés dans le cadre du programme triennal d'investissement communal et du programme triennal d'investissement sportif 2022-2024;

Considérant qu'il est impératif que le Conseil prenne connaissance du procès-verbal du comité d'accompagnement du 13/03/2026;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale;

DECIDE

Article unique:

Prend connaissance du procès-verbal du comité d'accompagnement du 13/03/2026.

Le point est reporté.

Département Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Département Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Driejarig gemeentelijk en sportinvesteringsprogramma 2022-2024 - Kennisname van het proces-verbaal van het begeleidingscomité van 13/03/2026.

DE RAAD,

Overwegende dat het Gewest ons heeft uitgenodigd voor een begeleidingscomité om een balans op te maken van de lopende projecten en de projecten die zullen worden georganiseerd in het kader van het driejarig gemeentelijk investeringsprogramma en het driejarig sportinvesteringsprogramma 2022-2024;

Overwegende dat het noodzakelijk is dat de Gemeenteraad kennis neemt van het proces-verbaal van het begeleidingscomité van 13/03/2026;

Gezien artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

BESLUIT

Enig artikel:

Neemt kennis van het proces-verbaal van het begeleidingscomité van 13/03/2026.

Het punt wordt verdaagd.

26.08.2026/A/0019

Département Infrastructures et Développement urbain

**Département Infrastructures et Développement urbain - Centre de quartier
Pythagoras, sis avenue de Roovere, 9 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean -**

Approbation des règlements d'ordre intérieur de la salle omnisport et des salles polyvalentes.

LE CONSEIL,

Considérant que le programme du Contrat de Quartier Durable « Autour du Parc de l'Ouest » comprend notamment l'opération 1.1 « Centre de quartier » (Pythagoras) ;

Considérant que la réception provisoire dudit chantier a été approuvée en date du

28 août 2025 ;

Considérant que le centre de quartier Pythagoras dispose de deux salles polyvalentes et d'une salle omnisports et qu'il y a lieu d'établir un règlement d'ordre intérieur régissant leur utilisation ;

Considérant que ces règlements ont pour objet de fixer les modalités d'utilisation, de réservation et d'occupation des salles polyvalentes et de la salle omnisports;

Considérant les règlements en annexe;

Vu l' article 117 de la Nouvelle loi communale ;

DÉCIDE :

Article unique :

D'approuver les règlements d'ordre intérieur relatif aux salles polyvalentes et à la salle omnisport du centre de quartier Pythagoras, sis avenue de Roovere 9 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean.

Le point est reporté.

Département Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Département Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Wijkcentrum

Pythagoras gelegen aan de Rooverelaan 9 in 1080 Sint-Jans-Molenbeek -

Goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de sporthal en de polyvalente zalen.

DE RAAD,

Overwegende dat het programma van het Duurzaam Wijkcontract "Rondom Westpark" met name actie 1.1 „Wijkcentrum“ (Pythagoras) omvat;

Overwegende dat de voorlopige oplevering van het genoemde project op 28 augustus 2025 is goedgekeurd;

Overwegende dat het wijkcentrum Pythagoras beschikt over twee polyvalente zalen en een sporthal en dat er een huishoudelijk reglement moet worden opgesteld dat het gebruik daarvan regelt;

Overwegende dat deze reglementen tot doel hebben de voorwaarden voor het gebruik, de reservering en de bezetting van de polyvalente zalen en de sporthal vast te stellen;

Overwegende de reglementen in bijlage;

Gezien artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT:

Enig artikel:

De huishoudelijke reglementen met betrekking tot de polyvalente zalen en de sporthal van het wijkcentrum Pythagoras, gelegen aan de Roovere-laan 9 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, goed te keuren.

Het punt wordt verdaagd.

26.08.2026/A/0020

Département Infrastructures et Développement urbain

Département Infrastructures et Développement Urbain - Contrat École "La

Rose des Vents" - mise en œuvre des actions socio-économiques - Approbation de l'octroi de subsides.

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 décembre 2023 accordant un subside à la Commune de Molenbeek-Saint-Jean d'un montant de 1.250.000€ dans le cadre du programme de rénovation urbaine "Contrat École La Rose des Vents" ;

Vu le courrier du 15 décembre 2023 de perspective.brussels notifiant l'arrêté de subvention dans le cadre du « Contrat École La Rose des Vents » ;

Considérant que dans le cadre dudit programme, il était attendu que des associations soient désignées par la Commune en vue de mettre en œuvre les fiches projets des actions socio-économiques prévues dans le cadre du « Contrat Ecole La Rose des Vents » ;

Considérant que les fiches projets reprises dans le programme sont respectivement :

- Fiche 2.3. : Activation du jardin en cœur d'îlot – Budget 40.000€
- Fiche 2.4. : Murs habillés-Budget 40.000€
- Fiche 3.1. : Visibilisation des associations du quartier- Budget 10.000€
- Fiche 3.2. : Visites de chantier- Budget 40.000€

Considérant que l'ensemble des actions socio-économiques sont à 100% subsidiées par le programme du « Contrat Ecole La Rose des Vents », et que ces dernières doivent se dérouler jusqu'à la fin dudit programme, soit le 31 décembre 2027 (DC 660/2024);

Vu la délibération du Collège en date du 17.07.2025 décidant e.a :

- D'approuver la sélection du projet "Cultivons le lien !" de l'ASBL Les Chantiers Battus pour l'action 2.3 ;
- D'approuver la sélection du projet "Cart'au quartier" du Collectif LIERre pour l'action 3.1 ;
- D'approuver la sélection du projet " Apprenti•e•s chantier !" de l'ASBL Les Chantiers Battus pour l'action 3.2 ;

Vu la délibération du Collège en date du 25.09.2025 décidant e.a :

- D'approuver la sélection du projet "Stoemeling Muur. Quand Molenbeek s'exprime en douce" de l'asbl New Brussels pour l'action 2.4 ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver l'octroi des subsides (à 100% subsidié - DC 660/2024) aux associations sélectionnées dans le cadre du programme régional « Contrat Ecole La Rose des Vents » en vue de mettre en œuvre les fiches projets relatives aux actions socio-économiques dudit programme, de la façon suivante :

Fiche projet	Montant alloué	Association sélectionnée
2.3. Activation du jardin en cœur d'îlot	40.000€	Les Chantiers Battus asbl (avec le Collectif IPE)- "Cultivons le lien !"
2.4. Murs habillées	40.000€	New Brussels asbl- "Stoemeling Muur. Quand Molenbeek s'exprime en douce"
3.1. Visibilisation des associations du quartier	10.000€	Collectif LIERre- "Cart'au quartier"
3.2. Visites de chantier	40.000€	Les Chantiers Battus asbl (avec le Collectif IPE)- " Apprenti•e•s chantier !"

Le point est reporté.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling – Schoolcontract “La

Rose des Vents” - uitvoering van de sociaal-economische acties - Goedkeuring van de toekenning van subsidies.

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 7 december 2023 waarbij aan de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek een subsidie van € 1.250.000 wordt toegekend in het kader van het stadsvernieuwingprogramma “Schoolcontract La Rose des Vents”;

Gelet op het schrijven van 15 december 2023 van perspective.brussels waarbij het subsidiebesluit in het kader van het “Schoolcontract La Rose des Vents” werd meegedeeld;

Overwegende dat in het kader van voornoemd programma werd verwacht dat verenigingen zouden worden aangeduid door de Gemeente teneinde de projectfiches van de sociaal-economische acties voorzien binnen het “Schoolcontract La Rose des Vents” uit te voeren;

Overwegende dat de in het programma opgenomen projectfiches respectievelijk de volgende zijn:

- Fiche 2.3.: Activering van de tuin op de binnen-koer – Budget: € 40.000
- Fiche 2.4.: Beklede muren – Budget: € 40.000
- Fiche 3.1.: Zichtbaarheid van buurt-verenigingen – Budget: € 10.000
- Fiche 3.2.: Werfbezoeken – Budget: € 40.000

Overwegende dat alle sociaal-economische acties voor 100% worden gesubsidieerd door het programma “Schoolcontract La Rose des Vents” en dat deze acties moeten worden uitgevoerd tot het einde van voornoemd programma, zijnde 31 december 2027 (VR 660/2024);

Gelet op de beraadslaging van het College van 17.07.2025 waarbij onder meer werd beslist:

- De selectie goed te keuren van het project “Cultivons le lien !” van de vzw Les Chantiers Battus voor de actie 2.3 ;
- De selectie goed te keuren van het project “Cart’au quartier” van het Collectif LIERre voor de actie 3.1;
- De selectie goed te keuren van het project “Apprenti•e•s chantier !” van de vzw Les Chantiers Battus voor de actie 3.2;

Gelet op de beraadslaging van het College van 25.09.2025 waarbij onder meer werd beslist:

- De selectie goed te keuren van het project “Stoemeling Muur. Quand Molenbeek s’exprime en douce” van de vzw New Brussels voor de actie 2.4;

BESLUIT:

Enig artikel:

De toekenning van subsidies (voor 100% gesubsidieerd - VR 660/2024) aan de geselecteerde verenigingen goed te keuren in het kader van het gewestelijk programma “Schoolcontract Roos der Winden” met het oog op de uitvoering van de projectfiches betreffende de sociaal-economische acties van voornoemd programma, als volgt:

Projectfiche	Toegekend bedrag	Geselecteerde vereniging
2.3. Activering van de tuin op de binnen-koer	40.000€	vzw Les Chantiers Battus (samen met Collectif IPE) – “Cultivons le lien !”
2.4. Beklede muren	40.000€	vzw New Brussels – “Stoemeling Muur. Quand Molenbeek s’exprime en douce”
3.1. Zichtbaarheid van buurt-verenigingen	10.000€	Collectif LIERre- “Cart’au quartier”

3.2. Werfbezoeken	40.000€	vzw Les Chantiers Battus (samen met Collectif IPE) – “Apprenti•e•s chantier !”
-------------------	---------	--

Het punt wordt verdaagd.

26.08.2026/A/0021

Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse
Service des Sports - Délibération relative aux modalités d'octroi des tarifs sociaux pour l'occupation de la piscine olympique du Complexe sportif Louis Namèche.

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil communal du 24 novembre 2021 décidant notamment :

- **Article 1** : d'approuver et de faire sien le règlement et ses annexes (Annexe A : Fiche signalétique et Annexe B : Grille de tarification) relatifs à l'octroi de créneaux horaires d'occupation de la piscine olympique Louis Namèche ;
- **Article 2** : de faire entrer en vigueur la nouvelle tarification au 1er janvier 2022 et de faire appliquer la nouvelle réglementation relative à l'octroi de créneaux horaires à partir du 1er décembre 2021 ;

Considérant que, depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation en janvier 2022, en son article 11, § 4, il est stipulé qu'un tarif unique de **30 euros par heure et par couloir** sera d'application pour tout projet à caractère social, motivé par un dossier complet, selon la demande introduite et analysée. Plusieurs clubs bénéficient de tarifs sociaux pour certains créneaux d'occupation de la piscine ;

Considérant que ces avantages tarifaires ont, dans les faits, été reconduits automatiquement d'une saison sportive à l'autre, sans qu'une nouvelle demande complète ni les pièces justificatives actualisées ne soient systématiquement introduites ou approuver par l'Administration communale ;

Considérant que les tarifs sociaux ont été instaurés afin de soutenir des projets répondant à des objectifs d'intérêt général et à une finalité sociale clairement identifiée, notamment en faveur de publics spécifiques tels que les enfants en situation de surpoids, les personnes en situation de précarité ou tout autre public nécessitant un accompagnement particulier ;

Considérant que l'analyse des occupations réalisées au cours de la saison sportive 2025-2026 a mis en évidence que certains créneaux bénéficiant du tarif social ne sont plus, ou très peu, affectés aux projets sociaux ayant justifié l'octroi de cet avantage, mais sont utilisés pour d'autres activités ne répondant pas aux critères initiaux ;

Considérant que cette situation crée une inégalité de traitement entre les différents utilisateurs de la piscine, certains clubs continuant à bénéficier de conditions tarifaires avantageuses sans démontrer que les conditions d'octroi sont toujours rencontrées ;

Considérant qu'il appartient à l'Administration communale de veiller à une utilisation équitable des infrastructures communales ainsi qu'au respect des conditions ayant justifié l'octroi d'un avantage financier ;

Considérant qu'il y a dès lors lieu de mettre fin au principe de reconduction automatique des tarifs sociaux et de soumettre chaque demande à une nouvelle évaluation chaque saison sportive sur base d'un dossier complet ;

Vu le formulaire de demande des tarifs sociaux, la délibération du 24 novembre 2021 et le règlement communal relatif à l'octroi de créneaux horaires d'occupation de la piscine olympique Louis Namèche ci - annexés;

DÉCIDE :

Article 1

D'approuver et de faire sien le formulaire relatif à la demande des tarifs sociaux pour la piscine du Complexe sportif Louis Namèche.

Article 2

De supprimer le principe de reconduction automatique des tarifs sociaux.

Toute demande de tarif social devra faire l'objet d'une nouvelle introduction pour chaque saison sportive et sera examinée individuellement par l'Administration communale sur la base d'un dossier complet.

Article 3

De fixer les conditions suivantes pour l'introduction d'une demande de tarif social :

- la demande devra être introduite au plus tard le **30 juin** précédant la saison sportive concernée ;
- le demandeur devra transmettre un dossier complet démontrant le caractère social du projet, les objectifs poursuivis, le public visé ainsi que les justificatifs utiles permettant d'apprécier la demande ;
- le demandeur devra être en ordre de paiement de l'ensemble des factures relatives aux occupations antérieures de la piscine.

Article 4

L'octroi d'un tarif social est accordé exclusivement pour **une seule saison sportive**, soit du **1er septembre au 31 mai de la saison concernée**, conformément à l'organisation des créneaux sportifs.

À l'issue de cette période, l'autorisation prend automatiquement fin et aucune reconduction tacite ne pourra être accordée.

Article 5

L'Administration communale se réserve le droit de refuser, suspendre ou retirer le bénéfice du tarif social lorsqu'il est constaté que les créneaux concernés ne sont plus utilisés conformément aux objectifs sociaux ayant motivé son octroi, ou lorsque les conditions fixées par le présent règlement ne sont plus respectées.

Article 6

De faire entrer en vigueur les nouvelles modalités d'octroi des tarifs sociaux pour l'occupation de la piscine olympique du Complexe sportif Louis Namèche à partir du 1er septembre 2026 via le formulaire.

Le point est reporté.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd

Sportdienst - Beraadslaging betreffende de voorwaarden voor de toekenning van sociale tarieven voor het gebruik van het olympisch zwembad van het Sportcomplex Louis Namèche.

DeE RAAD,

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 24 november 2021, waarbij onder meer werd beslist:

- **Artikel 1:** het reglement en de bijlagen ervan (Bijlage A: Identificatiefiche en Bijlage B: Tariefrooster) betreffende de toekenning van tijdssloten voor het gebruik van het olympisch zwembad Louis Namèche goed te keuren;
- **Artikel 2:** de nieuwe tarieven in werking te laten treden op 1 januari 2022 en de nieuwe regeling betreffende de toekenning van tijdssloten toe te passen vanaf 1 december 2021;

Overwegende dat sinds de inwerkingtreding van de nieuwe regeling in januari 2022, artikel 11, § 4 bepaalt dat een **vast tarief van 30 euro per uur en per baan** van toepassing is op elk project met een sociaal karakter, op basis van een volledig

aanvraagdossier dat werd ingediend en onderzocht. Verschillende clubs genieten momenteel sociale tarieven voor bepaalde tijdssloten in het zwembad;
Overwegende dat deze tariefvoordelen in de praktijk automatisch van het ene sportseizoen naar het andere werden verlengd, zonder dat systematisch een nieuwe volledige aanvraag met geactualiseerde bewijsstukken werd ingediend of goedgekeurd door het gemeentebestuur;
Overwegende dat de sociale tarieven werden ingevoerd om projecten te ondersteunen die beantwoorden aan doelstellingen van algemeen belang en een duidelijk omschreven sociale finaliteit hebben, met name ten voordele van specifieke doelgroepen zoals kinderen met overgewicht, personen in een precare situatie of andere doelgroepen die bijzondere begeleiding nodig hebben;
Overwegende dat uit de analyse van de bezetting tijdens het sportseizoen 2025-2026 is gebleken dat bepaalde tijdssloten waarvoor een sociaal tarief werd toegekend, niet langer of slechts in zeer beperkte mate worden gebruikt voor de sociale projecten die de toekenning ervan hebben gerechtvaardigd, maar voor andere activiteiten die niet beantwoorden aan de oorspronkelijke criteria;
Overwegende dat deze situatie leidt tot een ongelijke behandeling van de verschillende gebruikers van het zwembad, aangezien sommige clubs blijven genieten van voordelige tarieven zonder aan te tonen dat zij nog steeds voldoen aan de voorwaarden voor de toekenning ervan;
Overwegende dat het gemeentebestuur erop dient toe te zien dat de gemeentelijke infrastructuur op een billijke wijze worden gebruikt en dat de voorwaarden die de toekenning van een financieel voordeel rechtvaardigen, worden nageleefd;
Overwegende dat het bijgevolg aangewezen is een einde te maken aan de automatische verlenging van de sociale tarieven en elke aanvraag voor elk sportseizoen opnieuw individueel te beoordelen op basis van een volledig dossier;
Gelet op het aanvraagformulier voor sociale tarieven, de beraadslaging van 24 november 2021 en het gemeentelijk reglement betreffende de toekenning van tijdssloten voor het gebruik van het olympisch zwembad van het Sportcomplex Louis Namèche, die als bijlage zijn toegevoegd;

BESLUIT:

Artikel 1

Het aanvraagformulier betreffende de sociale tarieven voor het zwembad van het Sportcomplex Louis Namèche goed te keuren.

Artikel 2

Het principe van de automatische verlenging van de sociale tarieven af te schaffen. Elke aanvraag voor een sociaal tarief moet voor elk sportseizoen opnieuw worden ingediend en zal individueel worden onderzocht door het gemeentebestuur op basis van een volledig dossier.

Artikel 3

De volgende voorwaarden vast te stellen voor het indienen van een aanvraag voor een sociaal tarief:

- de aanvraag moet uiterlijk op **30 juni** voorafgaand aan het betrokken sportseizoen worden ingediend;
- de aanvrager moet een volledig dossier indienen waaruit het sociale karakter van het project, de nagestreefde doelstellingen, de beoogde doelgroep en alle nuttige bewijsstukken blijken die een beoordeling van de aanvraag mogelijk maken;
- de aanvrager moet alle facturen met betrekking tot eerdere bezettingen van het zwembad volledig hebben betaald.

Artikel 4

Een sociaal tarief wordt uitsluitend toegekend voor **één sportseizoen**, namelijk van **1 september tot en met 31 mei** van het betrokken seizoen, overeenkomstig de organisatie van de sportieve tijdssloten.

Na afloop van deze periode vervalt de toelating automatisch en kan geen stilzwijgende verlenging worden toegekend.

Artikel 5

Het gemeentebestuur behoudt zich het recht voor het sociaal tarief te weigeren, op te schorten of in te trekken wanneer wordt vastgesteld dat de betrokken tijdssloten niet langer worden gebruikt overeenkomstig de sociale doelstellingen die de toekenning ervan hebben gerechtvaardigd, of wanneer de voorwaarden van dit reglement niet langer worden nageleefd.

Artikel 6

De nieuwe voorwaarden voor de toekenning van sociale tarieven voor het gebruik van het olympisch zwembad van het Sportcomplex Louis Namèche treden in werking op **1 september 2026**, via het aanvraagformulier.

Het punt wordt verdaagd.

26.08.2026/A/0022

Département Services généraux et Démographie

Secrétariat communal - Question orale déposée par Madame Garcia, conseillère communale MR, relative à la sécurité routière au carrefour chaussée de Gand / boulevard Mettewie.

Madame la Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les membres du Collège,

Un nouvel accident de circulation s'est produit ce dimanche, vers 16h30, au carrefour de la chaussée de Gand et du boulevard Louis Mettewie. Une collision impliquant un tram et une personne circulant à trottinette s'est produite. Cette dernière, grièvement blessée, a dû être prise en charge par les secours et transportée à l'hôpital.

Sans préjuger des circonstances précises ni des responsabilités dans cet accident, cet événement doit nous amener à nous interroger sur la sécurité de ce carrefour particulièrement fréquenté de notre commune.

La chaussée de Gand et le boulevard Mettewie constituent deux axes importants où se côtoient quotidiennement automobilistes, transports en commun, piétons, cyclistes et utilisateurs de trottinettes.

Compte tenu des accidents qui se produisent à cet endroit, le Collège compte-t-il solliciter auprès de la zone de police et de Bruxelles Mobilité une analyse de l'accidentologie et de l'aménagement de ce carrefour, notamment en matière de vitesse, de visibilité, de traversées des usagers vulnérables et de signalisation, et, si des difficultés sont identifiées, demander la mise en œuvre de mesures permettant d'en améliorer la sécurité ?

Je vous remercie pour votre réponse.

Gloria Garcia Fernandez

Cheffe de File MR

Le point est reporté.

Departement Algemene diensten en Demografie

Gemeentesecretariaat - Mondelinge vraag ingediend door mevrouw Garcia, MR-gemeenteraadslid, betreffende de verkeersveiligheid op het kruispunt Gentsesteeweg / Mettewielaan.

Het punt wordt verdaagd.

Secrétariat communal - Question orale déposée par Monsieur Van Merris, conseiller communale MR, relative au compte communal 2025, pourquoi n'a-t-il toujours pas été présenté au Conseil communal.

Madame la Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les membres du Collège,

La situation financière de notre commune a largement occupé les débats du Conseil communal ces derniers mois et a conduit la majorité à prendre plusieurs mesures importantes afin de réaliser des économies.

Dans ce contexte, le compte communal constitue un outil essentiel puisqu'il permet de connaître, au-delà des prévisions budgétaires, les recettes et les dépenses réellement réalisées par la commune ainsi que le résultat effectif de l'exercice.

Or, nous sommes aujourd'hui à la fin du mois d'août 2026 et, à notre connaissance, le compte communal relatif à l'exercice 2025 n'a toujours pas été soumis au Conseil communal.

L'article 240 de la Nouvelle loi communale prévoit pourtant que le Conseil communal approuve chaque année les comptes annuels de l'exercice précédent et les transmet à l'autorité de tutelle **pour le 30 juin au plus tard**.

Cette même disposition prévoit également qu'**aucune modification budgétaire ne peut être approuvée par le Conseil communal après le 1er juin si les comptes de l'exercice précédent n'ont pas encore été approuvés**.

Cette situation nous interpelle d'autant plus que la commune se trouve dans une situation financière difficile et que le Conseil est amené à se prononcer sur des décisions ayant des conséquences budgétaires importantes. Disposer des résultats réels de l'exercice 2025 est donc indispensable pour pouvoir apprécier correctement la situation financière de la commune et les mesures qui nous sont présentées.

Le Collège peut-il nous expliquer les raisons pour lesquelles le compte communal 2025 n'a pas encore été soumis au Conseil communal, malgré les délais prévus par la Nouvelle loi communale, et nous indiquer à quelle date il sera présenté, notamment au regard de l'impossibilité légale d'approuver toute modification budgétaire après le 1er juin tant que ce compte n'a pas été approuvé ?

Je vous remercie pour votre réponse.

Didier Van Merris

Conseiller communal

Le point est reporté.

Departement Algemene diensten en Demografie

Gemeentesecretariaat - Mondelinge vraag ingediend door Mijnheer Van Merris, MR-gemeenteraadslid, betreffende de gemeenterekening 2025 en waarom deze nog steeds niet aan de gemeenteraad werd voorgelegd.

Het punt wordt verdaagd.

Département Services généraux et Démographie

Secrétariat communal - Question orale déposée par Madame Garcia, conseillère communale MR, relative à la prime logement 2026 : sera-t-elle maintenue pour les propriétaires molenbeekois.

Madame la Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les membres du Collège,

Plusieurs propriétaires molenbeekois nous interrogent actuellement sur le maintien, en 2026, de la prime communale destinée à atténuer la charge du précompte immobilier.

En 2025, cette prime pouvait atteindre 300 euros pour les mono-propriétaires occupants répondant aux conditions prévues par le règlement communal.

Cette interrogation est d'autant plus légitime que la Déclaration de politique communale prévoit expressément de continuer à octroyer une prime logement aux propriétaires-occupants et d'étudier la possibilité d'en faciliter progressivement l'accès.

Or, à ce jour, Molenbeek ne figure pas dans la liste publiée par Bruxelles Fiscalité des communes accordant une prime communale logement en 2026.

Cette absence suscite naturellement des interrogations chez les propriétaires concernés, dont certains ont déjà reçu ou vont prochainement recevoir leur avertissement-extrait de rôle.

Le Collège peut-il dès lors confirmer que la prime logement destinée aux propriétaires-occupants molenbeekois sera bien maintenue en 2026 et préciser son montant, la date à partir de laquelle elle pourra être sollicitée ainsi que les modalités prévues pour en bénéficier ?

Je vous remercie pour votre réponse.

Gloria Garcia Fernandez

Cheffe de file MR

Le point est reporté.

Departement Algemene diensten en Demografie

Gemeentesecretariaat - Mondelinge vraag ingediend door mevrouw Garcia, MR-gemeenteraadslid, betreffende de woonpremie 2026: zal deze behouden blijven voor de Molenbeekse eigenaars.

Het punt wordt verdaagd.

Département Services généraux et Démographie

Secrétariat communal - Question orale déposée par Monsieur Milis, conseiller communal MR, relative à la piscine Louis Namèche : pourquoi une nouvelle fermeture.

Monsieur Milis a retiré sa question orale.

Le point est reporté.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Mondelinge vraag ingediend door Mijnheer Milis, MR-gemeenteraadslid, betreffende het zwembad Louis Namèche: waarom een nieuwe sluiting.

Het punt wordt verdaagd.

26.08.2026/A/0026 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Question orale déposée par Monsieur Van Merris, conseiller communal MR, relative au contrôle démocratique de la politique de sécurité après la suppression du Conseil de police.

Madame la Bourgmestre,

Depuis le 2 juillet dernier, les conseils de police ont été supprimés. Leurs compétences sont désormais exercées principalement par le Collège de police, tandis que le contrôle démocratique de la politique policière doit être renforcé au sein des conseils communaux.

Cette réforme vise à simplifier la gouvernance des zones de police et à rapprocher le débat sur la sécurité des communes et de leurs habitants. Elle implique toutefois que chaque commune organise concrètement ce contrôle démocratique.

Cette question revêt une importance particulière à Molenbeek. Notre commune a récemment été confrontée à plusieurs faits graves, notamment des fusillades dans le secteur de l'avenue De Roovere et des problèmes persistants dans le quartier Heyvaert. Une ordonnance interdisant certains rassemblements nocturnes y a d'ailleurs été prise à la suite d'un rapport de la zone de police Bruxelles-Ouest.

Jusqu'à présent, les conseillers de police pouvaient directement interroger les responsables de la zone, examiner son budget, ses comptes, ses recrutements et ses priorités opérationnelles. Avec la disparition du Conseil de police, il est essentiel de savoir comment les conseillers communaux pourront désormais exercer ce contrôle.

Madame la Bourgmestre, pouvez-vous dès lors répondre aux questions suivantes ?

1. Comment le Collège compte-t-il organiser, au sein du Conseil communal de Molenbeek, le contrôle démocratique des décisions prises par le Collège de police ?
2. Les conseillers communaux recevront-ils régulièrement un rapport sur la situation sécuritaire à Molenbeek, les opérations menées, les effectifs disponibles et l'utilisation des moyens budgétaires de la zone ?
3. À quelle fréquence un débat consacré à la sécurité et au fonctionnement de la zone de police sera-t-il inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal ?
4. Les conseillers auront-ils accès aux décisions, aux budgets, aux comptes et aux autres documents publics qui étaient auparavant examinés par le Conseil de police ?
5. Selon quelle procédure pourront-ils interroger la bourgmestre, en sa qualité de membre du Collège de police, sur les décisions prises par celui-ci ?
6. Le chef de corps ou son représentant pourra-t-il être invité à présenter périodiquement la situation de la zone et à répondre aux questions des conseillers communaux ?

La suppression du Conseil de police ne peut pas conduire à une diminution de l'information des élus ni à une concentration des décisions entre les seuls bourgmestres. Elle doit, au contraire, permettre un contrôle plus direct et plus transparent au sein de chaque conseil communal.

À Molenbeek, où la sécurité constitue l'une des premières préoccupations des habitants, ce nouveau dispositif doit être mis en place rapidement.

Je vous remercie pour vos réponses.

Didier Van Merris

Conseiller communal.

Le point est reporté.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Mondelinge vraag ingediend door Mijnheer Van Merris,
MR-gemeenteraadslid, betreffende de democratische controle op het
veiligheidsbeleid na de afschaffing van de Politieraad.

Het punt wordt verdaagd.

26.08.2026/A/0027

Département Services généraux et Démographie
Motion déposée par Monsieur Ben Salah, conseiller communal PS, visant à
renforcer la prévention, l'accompagnement et la sécurité face aux
problématiques liées aux drogues à Molenbeek-Saint-Jean, et à soutenir l'ASBL
Transit.

Le Conseil communal de Molenbeek-Saint-Jean,

Vu l'arrêté royal du 17 juillet 2024 portant modification de l'arrêté royal du 20 juillet 2022 relatif à la prolongation des plans stratégiques de sécurité et de prévention ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 décembre 2024 déterminant les modalités d'introduction, de suivi, d'évaluation et d'octroi de l'allocation financière relative aux Plans stratégiques de sécurité et de prévention ;

Considérant que les problématiques liées à la consommation et au trafic de drogues constituent un enjeu majeur de santé publique, de sécurité, de tranquillité publique et de cohésion sociale pour l'ensemble de la Région bruxelloise ;

Considérant que **Molenbeek-Saint-Jean est directement confrontée à ces réalités**, tant dans certains quartiers que dans ses espaces publics, avec des conséquences concrètes pour les habitants, les commerçants, les familles, les travailleurs de terrain et les services communaux ;

Considérant que les habitants sont en droit de disposer de rues, de places, de parcs, de stations de métro et d'abords d'écoles sûrs, propres et accessibles à

toutes et tous ;

Considérant qu'une politique efficace ne peut se limiter à opposer la prévention à la sécurité, mais doit articuler :

- la prévention ;
- l'accompagnement médico-social ;
- la réduction des risques ;
- l'accès aux soins ;
- la réinsertion sociale et professionnelle ;
- la lutte contre les trafics ;
- la présence des services publics sur le terrain ;
- et le maintien de l'ordre public ;

Considérant que les dispositifs de réduction des risques, notamment l'espace de consommation à moindre risque implanté à Molenbeek-Saint-Jean, contribuent à protéger la santé des usagers tout en réduisant la consommation dans l'espace public, l'abandon de matériel et certaines nuisances pour les riverains ;

Considérant que l'ASBL Transit constitue un acteur bruxellois historique et spécialisé dans l'accueil, l'orientation et l'accompagnement des personnes confrontées aux assuétudes ;

Considérant que Transit apporte également une expertise indispensable aux travailleurs sociaux, aux éducateurs de rue, aux gardiens de la paix, aux services de prévention, aux policiers et aux autres professionnels intervenant dans les quartiers ;

Considérant que les difficultés budgétaires rencontrées par l'ASBL Transit pourraient compromettre la continuité de missions essentielles pour les communes bruxelloises ;

Considérant qu'un affaiblissement de ces dispositifs aurait des conséquences particulièrement importantes pour Molenbeek-Saint-Jean, qui accueille sur son territoire des équipements assumant une responsabilité dépassant largement les seules frontières communales ;

Considérant que Molenbeek ne peut pas être laissée seule face à une problématique régionale et métropolitaine ;

Considérant que la présence d'un dispositif régional sur le territoire molenbeekois doit s'accompagner de moyens suffisants pour assurer :

- la sécurité et la tranquillité des riverains ;
- la propreté des espaces publics ;
- la coordination avec les services communaux et la zone de police ;
- un suivi transparent des nuisances ;
- une juste répartition régionale des responsabilités et des moyens ;

Considérant enfin que chaque euro retiré à la prévention, à l'accompagnement et au travail de terrain risque de coûter davantage demain en matière de sécurité, de santé publique et de cohésion sociale ;

Décide

Article 1 : De réaffirmer son attachement à une politique globale et équilibrée face aux drogues, associant prévention, soins, réduction des risques, réinsertion, lutte contre les trafics et maintien de l'ordre public.

Article 2 : De rappeler le rôle essentiel joué par l'ASBL Transit et par les professionnels de terrain dans la protection de la santé publique et la diminution des nuisances liées à la consommation de drogues dans l'espace public.

Article 3 : De demander aux autorités régionales compétentes de garantir à l'ASBL Transit un financement structurel, suffisant et durable afin d'assurer la continuité de l'ensemble de ses missions.

Article 4 : De demander que les dispositifs régionaux implantés à Molenbeek-Saint-Jean bénéficient de moyens complémentaires afin de renforcer :

- la médiation avec les habitants ;
- la présence d'équipes mobiles dans les quartiers ;
- l'orientation des personnes vers les soins ;
- la propreté et la sécurisation des abords ;
- la coordination avec la commune, le CPAS, la zone de police Bruxelles-Ouest et les associations locales.

Article 5 : De demander au Gouvernement régional d'assurer une répartition équilibrée des dispositifs d'accueil, d'accompagnement et de réduction des risques entre les différentes communes bruxelloises, afin que Molenbeek-Saint-Jean n'assume pas seule une responsabilité régionale.

Article 6 : De solliciter la mise en place d'un suivi régulier associant la Commune, la Région, l'ASBL Transit, les services de police, les acteurs de terrain et les représentants des habitants, avec une évaluation portant notamment sur :

- la consommation dans l'espace public ;
- les nuisances signalées ;
- l'abandon de seringues et de matériel ;
- les orientations vers les soins ;
- les interventions de terrain ;
- la sécurité et le cadre de vie des riverains.

Article 7 : De demander au Collège des bourgmestre et échevins de présenter annuellement au Conseil communal un état des lieux des actions menées à Molenbeek-Saint-Jean en matière de prévention des assuétudes, de réduction des risques, de sécurité et de lutte contre les trafics.

Article 8 : De transmettre la présente motion :

- au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ;
- au Collège réuni de la Commission communautaire commune ;
- au ministre fédéral compétent en matière de sécurité et de prévention ;
- à l'ASBL Transit ;
- à la zone de police Bruxelles-Ouest ;
- au CPAS de Molenbeek-Saint-Jean.

Le point est reporté.

Departement Algemene diensten en Demografie

Motie ingediend door de heer Ben Salah, PS-gemeenteraadslid, ter versterking van de preventie, begeleiding en veiligheid met betrekking tot de drugsproblematiek in Sint-Jans-Molenbeek, en ter ondersteuning van de vzw Transit.

Het punt wordt verdaagd.

26.08.2026/A/0028

Département Services généraux et Démographie

Motion déposée par Monsieur Ben Salah, conseiller communal PS, relative aux impacts sanitaires, patrimoniaux et financiers du survol aérien et de la route RNP 07L sur Molenbeek-Saint-Jean.

Le Conseil communal de Molenbeek-Saint-Jean,

Considérant :

- Que les nuisances générées par le trafic aérien constituent un enjeu majeur de santé publique et de qualité de vie pour les habitants de la Région de Bruxelles-Capitale ;
- Que l'Organisation mondiale de la Santé recommande, pour le trafic aérien, de maintenir l'exposition moyenne au bruit sous 45 dB(A) Lden et, la nuit, sous 40 dB(A) Lnight ;
- Que Bruxelles Environnement estime qu'en 2024, environ 953.400 Bruxellois, soit 77 % de la population régionale, étaient potentiellement exposés au bruit du trafic aérien au-delà de la valeur guide de 45 dB(A) Lden recommandée par l'OMS ;
- Que le Conseil supérieur de la Santé a consacré en 2024 un avis scientifique spécifique à l'impact sur la santé du bruit des avions et des émissions de polluants à proximité de Brussels Airport et y identifie notamment les perturbations du sommeil, la gêne et différents effets sanitaires associés à l'exposition au bruit aérien ;
- Que la Région de Bruxelles-Capitale dispose de normes maximales de bruit par passage d'avion et que Bruxelles Environnement assure une surveillance régulière de leur respect ;
- Que Bruxelles Environnement croise chaque mois les mesures enregistrées par ses stations avec les mouvements d'avions de Brussels Airport afin d'identifier les vols ne respectant pas les normes régionales et de dresser, le cas échéant, des procès-verbaux ;
- Que Molenbeek-Saint-Jean est concernée par les nuisances liées à l'utilisation de la piste 07L et à la procédure d'approche RNP 07L ;
- Que le Conseil communal a déjà exprimé sa préoccupation concernant cette situation et demandé notamment la suppression de la nouvelle route RNP 07L ;
- Que le Conseil communal a également autorisé le Collège des Bourgmestre et Échevins à introduire toute action judiciaire utile visant à faire cesser les nuisances sonores générées par l'exploitation intensive et persistante de la piste 07L et à défendre les intérêts de la Commune et de ses habitants ;
- Que les conséquences du survol aérien ne doivent pas être analysées uniquement sous l'angle des nuisances sonores, mais également sous celui de la santé publique, de la valeur du patrimoine immobilier des habitants et des conséquences éventuelles pour les finances communales et régionales ;
- Que des estimations récemment rendues publiques par l'association Free Air 4 Brussels évoquent un préjudice économique potentiel de plusieurs milliards d'euros sur vingt ans en cas de pérennisation de la route RNP 07L ;
- Que ces montants constituent à ce stade des estimations produites par une association et ne peuvent dès lors être considérés comme une évaluation officielle des pouvoirs publics ;

- Que l'importance potentielle de ces conséquences justifie précisément qu'elles soient objectivées par une étude indépendante fondée sur des données publiques, transparentes et vérifiables ;
- Que Molenbeek-Saint-Jean doit pouvoir connaître précisément le nombre de ses habitants et logements concernés ainsi que les conséquences sanitaires, patrimoniales et budgétaires potentielles du maintien de la route RNP 07L ;

Le Conseil communal décide :

Article 1 — Étude d'impact spécifique à Molenbeek

De demander au Gouvernement fédéral et au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, en collaboration avec Bruxelles Environnement et les organismes scientifiques compétents, de réaliser ou de faire réaliser une étude indépendante permettant d'objectiver spécifiquement pour Molenbeek-Saint-Jean :

1. le nombre d'habitants exposés au trafic aérien et à la route RNP 07L ;
2. le nombre de logements et bâtiments concernés ;
3. les niveaux de bruit constatés de jour et de nuit ;
4. le nombre de passages dépassant les normes bruxelloises applicables ;
5. l'exposition nocturne de la population ;
6. les conséquences sanitaires documentées pouvant être associées à cette exposition ;
7. l'impact potentiel sur la valeur du patrimoine immobilier ;
8. l'impact potentiel sur les revenus cadastraux et les recettes du précompte immobilier de la Commune ;
9. le coût potentiel de mesures d'isolation acoustique adaptées pour les logements particulièrement exposés.

Article 2 — Transparence des données

De demander que les données relatives aux trajectoires, passages, niveaux sonores et infractions soient mises à disposition des communes concernées sous une forme exploitable permettant une analyse territoriale précise par quartier.

Article 3 — Principe de précaution

De demander aux autorités fédérales compétentes de ne pas pérenniser la procédure RNP 07L sans disposer préalablement d'une évaluation complète et indépendante de ses conséquences sanitaires, environnementales, sociales et économiques sur les populations survolées.

Article 4 — Protection des finances communales

De demander au Gouvernement fédéral d'examiner les mécanismes permettant d'éviter que les conséquences financières d'une organisation fédérale du trafic aérien soient supportées par les communes et habitants directement exposés.

Article 5 — Fonds d'insonorisation

De demander aux autorités compétentes d'étudier la création ou le financement d'un mécanisme d'aide à l'isolation acoustique destiné prioritairement aux logements exposés aux niveaux de bruit aérien les plus élevés, selon des critères objectifs établis à partir des mesures de Bruxelles Environnement.

Article 6 — Suivi judiciaire

De confirmer le soutien du Conseil communal aux démarches entreprises par la Commune afin de défendre les intérêts de Molenbeek-Saint-Jean et de ses habitants concernant l'utilisation de la piste et de la route RNP 07L.

Article 7 — Information du Conseil communal

De demander au Collège de présenter au Conseil communal, dès leur disponibilité, les données obtenues auprès des autorités fédérales et régionales concernant l'exposition spécifique de Molenbeek-Saint-Jean, les infractions aux normes de bruit constatées, les conséquences financières éventuellement identifiées et l'évolution des procédures administratives et judiciaires relatives à la RNP 07L.

Article 8 — Transmission

De transmettre la présente motion au Premier ministre, au ministre fédéral compétent pour la Mobilité, au Gouvernement et au Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, à Bruxelles Environnement, au SPF Mobilité et Transports, à skeyes, au Service de Médiation du Gouvernement fédéral pour Brussels Airport ainsi qu'aux communes bruxelloises concernées par les trajectoires liées à la piste 07L.

Références principales

- Bruxelles Environnement — état des lieux du bruit des transports et exposition au bruit aérien.
- Conseil supérieur de la Santé — avis 9741 (2024) relatif au bruit des avions et autres émissions à proximité de Brussels Airport.
- Organisation mondiale de la Santé — recommandations relatives au bruit environnemental.
- Documents et décisions du Conseil communal de Molenbeek-Saint-Jean relatifs au survol et à la piste 07L.
- Les estimations économiques de Free Air 4 Brussels sont citées comme estimations associatives à objectiver et non comme données officielles.

Le point est reporté.

Departement Algemene diensten en Demografie

Motie ingediend door de heer Ben Salah, PS-gemeenteraadslid, betreffende de gezondheids-, patrimoniale en financiële gevolgen van de vliegtuigoverlast en de RNP 07L-route voor Sint-Jans-Molenbeek.

Het punt wordt verdaagd.

26.08.2026/A/0029

Département Services généraux et Démographie

Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Garcia, conseillère communale MR, relative à l'évaluation de la politique communale de lutte contre les logements insalubres.

Monsieur l'Échevin,

Lors du Conseil communal du 25 juin dernier, nous avons examiné le renouvellement de la taxe sur les logements déclarés insalubres ou inhabitables.

N'ayant pas obtenu en séance les informations nécessaires pour en évaluer l'efficacité, je vous ai adressé, à l'invitation du président, trois questions complémentaires : combien de logements ont été remis en conformité grâce à cette taxe, combien de taxes ont été enrôlées et quels montants ont effectivement été recouvrés ?

Je précise que la présente interpellation ne porte pas sur le renouvellement du règlement-taxe adopté le 25 juin. Elle porte sur les réponses qui m'ont été communiquées après cette séance, ainsi que sur la méthode d'évaluation et les objectifs politiques de la nouvelle majorité.

Je remercie les services concernés, et particulièrement la Cellule Habitat, pour le travail réalisé et les éléments qu'ils ont communiqués. Ceux-ci témoignent d'un

travail important mené au cours des précédentes législatures.

Votre réponse politique me laisse toutefois perplexe.

Concernant la date d'instauration de la taxe, vous indiquez : « La taxe existe depuis 1999, je pense. » Or, les mêmes éléments évoquent ensuite 2009. Lorsqu'un échevin soumet au Conseil communal le renouvellement d'un règlement-taxe, nous sommes en droit d'attendre qu'il sache précisément depuis quand cette taxe existe.

Quant à son efficacité, vous écrivez : « On peut donc supposer que l'application d'une taxe a un effet positif sur la remise en état des biens immeubles. »

Monsieur l'Échevin, une politique communale ne peut pas être évaluée à coups de « je pense » et de « on peut supposer ». Elle doit reposer sur des chiffres vérifiés, une méthode claire et des résultats mesurables.

Les données transmises font état de 1.077 abrogations d'arrêtés depuis 1994, dont 765 depuis 2009, ainsi que de plus de 1.096 taxes, tous exercices confondus. Ces chiffres sont intéressants, mais ils ne répondent pas précisément aux questions posées.

Ils ne permettent pas de déterminer combien de logements ont été remis en conformité grâce à la taxe ni quelle proportion des montants réclamés a effectivement été recouvrée.

Le Conseil communal ne peut pas se contenter d'approximations, particulièrement lorsqu'il adopte une taxe pouvant atteindre 5.000 euros par unité de logement.

Je souhaiterais dès lors obtenir des réponses précises aux questions suivantes :

1. La taxe a-t-elle été instaurée en 1999 ou en 2009 ? Pouvez-vous nous communiquer sa date exacte d'entrée en vigueur ?
2. Disposez-vous aujourd'hui d'une méthode permettant d'évaluer le lien entre la taxation et la remise en conformité des logements ?
3. Sur quels indicateurs vous fondez-vous pour affirmer que ce dispositif est efficace ?
4. Quel bilan politique tirez-vous des résultats communiqués par les services et quelles améliorations comptez-vous apporter au dispositif ?
5. Quels moyens humains sont actuellement consacrés aux contrôles, aux relances des propriétaires et au suivi des travaux de remise en conformité ?
6. Quels objectifs précis fixez-vous pour 2026 et 2027 en matière de contrôles, d'abrogation des arrêtés et de remise en conformité des logements ?
7. Quand le Conseil communal recevra-t-il une évaluation complète présentant les montants enrôlés, les sommes réellement recouvrées et le nombre de logements effectivement remis en conformité ?

Les agents de la Cellule Habitat et des autres services concernés accomplissent un travail essentiel. Leur travail mérite d'être présenté et défendu avec davantage de rigueur.

Les locataires vivant dans des logements insalubres méritent, eux aussi, mieux que des suppositions.

Je vous remercie

Gloria Garcia Fernandez

Cheffe de file MR

Le point est reporté.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door mevrouw Garcia, MR-gemeenteraadslid, betreffende de evaluatie van het gemeentelijk beleid inzake de bestrijding van ongezonde woningen.

Het punt wordt verdaagd.

26.08.2026/A/0030 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Van Merris, Conseiller communal MR, relative à la situation difficile d'un commerce situé Quai des Charbonnages, en raison des chantiers qui se succèdent.

Madame le Bourgmestre,

Mesdames et Messieurs les membres du Collège,

La presse s'est récemment fait l'écho de la situation particulièrement difficile du café Habebe, installé quai des Charbonnages depuis janvier 2025.

Selon son co-gérant, l'établissement aurait perdu près de 60 % de son chiffre d'affaires depuis le début des différents chantiers qui se succèdent dans le quartier du quai des Charbonnages et de Saintelette.

Au-delà de cette perte considérable de chiffre d'affaires, le témoignage du commerçant met surtout en évidence un problème que nous entendons régulièrement lorsque des travaux importants sont réalisés : le manque d'information, de concertation et de visibilité pour les commerçants concernés.

Dans le cas présent, les commerçants auraient initialement été informés de travaux d'une durée de quatre mois. Or, plusieurs chantiers se sont ensuite succédé et certains travaux devraient se poursuivre jusqu'en 2027.

Nous savons évidemment que tous ces travaux ne relèvent pas nécessairement directement de la commune de Molenbeek. Plusieurs opérateurs et niveaux de pouvoir peuvent intervenir dans des chantiers d'une telle ampleur.

Mais cela ne signifie pas que la commune n'a aucun rôle à jouer.

Lorsqu'un quartier commerçant de Molenbeek est fortement affecté pendant plusieurs mois, voire plusieurs années, la commune doit pouvoir être l'interlocuteur de

proximité des commerçants, relayer leurs difficultés auprès des maîtres d'ouvrage et veiller à ce qu'ils disposent d'informations claires sur le calendrier des travaux, l'accessibilité de leurs commerces et les dispositifs d'aide auxquels ils peuvent éventuellement prétendre.

Un commerce peut difficilement supporter durablement une diminution de fréquentation et de chiffre d'affaires de cette ampleur.

Je souhaiterais dès lors poser les questions suivantes au Collège :

1. Le Collège a-t-il connaissance de la situation du café Habebe et, plus largement, des difficultés rencontrées par les commerçants du quai des Charbonnages et des alentours de Saintelette ?
2. La commune a-t-elle rencontré ou pris contact avec les commerçants concernés depuis le début des travaux ? Si oui, à quelles reprises et quelles difficultés lui ont-elles été signalées ?
3. Quels sont précisément les différents chantiers actuellement en cours ou programmés dans cette zone, quels en sont les maîtres d'ouvrage et quel est leur calendrier prévisionnel jusqu'en 2027 ?
4. Existe-t-il aujourd'hui un dispositif communal permettant d'assurer une information régulière et centralisée des commerçants lorsqu'un chantier important affecte leur activité et leur accessibilité ?
5. La commune intervient-elle auprès de la Région, de Bruxelles Mobilité ou des autres maîtres d'ouvrage concernés afin que l'impact des travaux sur les commerces soit pris en considération et que les différentes phases de chantier soient mieux coordonnées ?
6. Quelles aides, indemnisations ou mesures d'accompagnement sont accessibles aux commerçants qui subissent une perte importante de chiffre d'affaires en raison de travaux de longue durée ? La commune accompagne-t-elle concrètement les commerçants dans leurs démarches pour obtenir ces aides ?
7. Enfin, le Collège envisage-t-il de rencontrer rapidement les commerçants du quartier afin de faire le point avec eux sur leurs difficultés et de mettre en place un interlocuteur clairement identifié qui puisse assurer le suivi jusqu'à la fin des travaux ?

Derrière les chiffres, il y a des indépendants qui ont investi, créé de l'activité et parfois des emplois dans notre commune. Lorsque des travaux nécessaires s'éternisent ou se succèdent, nous devons au minimum nous assurer qu'ils ne soient pas laissés seuls face aux conséquences économiques qu'ils subissent.

Merci pour vos réponses.

Didier Van Merris

Le point est reporté.

Departement Algemene diensten en Demografie

Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Van Merris, MR-gemeenteraadslid, betreffende de moeilijke situatie van een handelszaak gelegen aan de Koolmijnenkaai, als gevolg van de opeenvolgende werven.

Het punt wordt verdaagd.

26.08.2026/A/0031

Département Services généraux et Démographie

Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Milis, conseiller communal MR, relative aux violences armées à Molenbeek, au bilan des mesures de sécurité et aux perspectives après le 31 août.

Madame la Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les membres du Collège,

Ces dernières semaines, notre commune a une nouvelle fois été confrontée à plusieurs épisodes particulièrement préoccupants de violence armée.

Fin juillet, l'avenue De Roovere a notamment été touchée à deux reprises en moins de 48 heures. Lors du second incident, un homme a été blessé par balle au bras. D'autres faits ont également été constatés dans le quartier Heyvaert et dans le centre historique.

Face à cette situation, le Collège a annoncé plusieurs mesures : renforcement de la présence policière avec l'appui de la police fédérale et d'autres zones de police, présence accrue des gardiens de la paix, mobilisation des travailleurs sociaux de Move et instauration d'une interdiction temporaire de rassemblement dans les secteurs les plus touchés.

Depuis le 31 juillet et jusqu'au 31 août inclus, les rassemblements de plus de trois personnes sont ainsi interdits entre 23 heures et 6 heures dans plusieurs zones déterminées de la commune.

Or, malgré ces mesures, de nouveaux coups de feu ont encore été tirés le vendredi 14 août, vers 22 heures, dans les environs de la rue Delaunoy. Deux douilles ont été retrouvées. Dans ce cas, l'intervention policière a heureusement permis d'interpeller rapidement l'auteur présumé et de saisir une arme ainsi que le véhicule utilisé.

Nous tenons à saluer ce résultat et le travail quotidien des policiers. Mais la répétition de ces incidents nous impose aussi de nous interroger sur l'efficacité globale du dispositif et, surtout, sur ce qui est prévu pour la suite.

Les habitants ont droit à autre chose qu'une succession de mesures prises dans l'urgence après chaque nouvel épisode de violence. Ils ont droit à une stratégie durable, à une présence visible sur le terrain et à des résultats dont le Conseil communal doit pouvoir être informé.

Nous souhaitons dès lors poser les questions suivantes au Collège :

1. Depuis la mise en place du dispositif renforcé fin juillet, combien d'opérations et de contrôles policiers ont été menés dans les quartiers concernés ?
2. Combien d'interpellations, de procès-verbaux et de saisies d'armes ou de stupéfiants ont été réalisés dans ce cadre ?
3. Quel bilan le Collège tire-t-il de l'interdiction de rassemblement actuellement en vigueur ? Combien d'interventions ou de constats ont été effectués sur la base de cette mesure ?
4. Les renforts annoncés de la police fédérale et des autres zones de police bruxelloises ont-ils effectivement été déployés ? Dans quelle ampleur et pour quelle durée ?
5. Le Collège constate-t-il, depuis la fin juillet, une diminution des faits de violence et des phénomènes liés au trafic de stupéfiants dans les zones concernées ?

6. Comment le Collège analyse-t-il les nouveaux tirs survenus rue Delaunoy le 14 août alors que le dispositif de sécurité renforcé était déjà en place ?
7. Enfin, et c'est sans doute la question essentielle : **que se passera-t-il après le 31 août ?** Le Collège envisage-t-il de prolonger ou d'adapter certaines mesures et quelle stratégie structurelle entend-il mettre en place afin d'éviter que Molenbeek ne soit confrontée, à intervalles réguliers, aux mêmes épisodes de violence armée ?

Pour le groupe MR la sécurité des habitants ne peut pas se limiter à une réponse d'urgence lorsque des coups de feu retentissent. Elle nécessite une politique constante, des moyens adaptés, une présence sur le terrain et une évaluation transparente des résultats obtenus.

Je vous remercie pour vos réponses

Didier Millis

Chef de groupe MR.

Le point est reporté.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Milis, MR-gemeenteraadslid, betreffende het gewapend geweld in Molenbeek, de balans van de veiligheidsmaatregelen en de vooruitzichten na 31 augustus.**

Het punt wordt verdaagd.

26.08.2026/A/0032

**Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Garcia, conseillère communale MR, relative aux travaux à Saintelette et à l'accompagnement pour les commerçants molenbeekois.**

Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les membres du Collège,

Les importants travaux menés autour de la place Saintelette, du quai des Charbonnages et du boulevard Léopold II ont des conséquences très concrètes sur la vie quotidienne du quartier, mais également sur l'activité économique des commerces qui y sont installés.

La situation récemment évoquée dans la presse du café Habebe, installé quai des Charbonnages depuis janvier 2025, en est une illustration particulièrement préoccupante. Son co-gérant affirme avoir perdu près de 60 % de son chiffre d'affaires depuis le début des travaux.

Au-delà de ce cas particulier, c'est la situation de l'ensemble des commerçants concernés qui doit retenir notre attention.

Personne ne conteste la nécessité de réaliser des travaux. Mais leur succession, les modifications de circulation, les difficultés d'accès, la diminution de la visibilité des commerces ou encore les problèmes rencontrés pour les livraisons peuvent fragiliser considérablement des activités économiques parfois déjà confrontées à une situation difficile.

Les commerçants demandent avant tout de pouvoir anticiper. Cela suppose une

information claire sur les différentes phases du chantier, leurs conséquences et leur durée, mais également un interlocuteur capable de relayer rapidement les difficultés rencontrées sur le terrain.

Même lorsque les travaux ne relèvent pas directement de la responsabilité de la commune, celle-ci doit pouvoir jouer pleinement son rôle de relais auprès des autorités et opérateurs concernés et défendre les intérêts de ses commerçants.

Nous souhaitons dès lors poser les questions suivantes au Collège :

1. Le Collège dispose-t-il d'une estimation du nombre de commerces molenbeekois actuellement affectés par les travaux autour de Saintelette et du quai des Charbonnages
2. Des rencontres ont-elles été organisées avec ces commerçants afin d'identifier précisément les difficultés auxquelles ils sont confrontés ?
3. Comment les commerçants sont-ils informés des différentes phases du chantier, des modifications de circulation et des éventuelles restrictions d'accès ?
4. Existe-t-il aujourd'hui un interlocuteur clairement identifié au sein de l'administration communale auquel les commerçants concernés peuvent directement signaler leurs difficultés ?
5. Quelles démarches le Collège a-t-il entreprises auprès de la Région et des maîtres d'ouvrage afin de garantir autant que possible l'accessibilité, la visibilité, les possibilités de livraison et une signalisation adéquate des commerces pendant toute la durée des travaux ?
6. Le Collège a-t-il examiné les différents mécanismes d'aide ou d'indemnisation auxquels pourraient éventuellement prétendre les commerçants dont l'activité est lourdement affectée ? Dans l'affirmative, comment ceux-ci sont-ils informés et accompagnés dans leurs démarches ?
7. Enfin, quelles mesures concrètes le Collège entend-il prendre pour que les commerçants soient davantage associés et informés lors des prochaines phases de travaux ?

Les travaux sont nécessaires à l'évolution de notre commune et de notre Région. Mais ils ne peuvent avoir pour conséquence de laisser des commerçants seuls face à des pertes importantes et à des difficultés qu'ils n'ont pas choisies.

Soutenir notre commerce local, c'est aussi anticiper ces situations, informer correctement et être présent lorsque l'activité économique d'un quartier est fragilisée.

Je vous remercie pour vos réponses.

Gloria Garcia Fernandez
Cheffe de file MR Molenbeek Saint-Jean.

Le point est reporté.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door mevrouw Garcia, MR-gemeenteraadslid, betreffende de werken aan Saintelette en de begeleiding van de Molenbeekse handelaars.

Het punt wordt verdaagd.

Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Milis, conseiller communal MR, relative aux dépôts clandestins à Molenbeek, au bilan et à la responsabilisation des auteurs.

Madame la Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les membres du Collège,

La propreté reste l'une des préoccupations quotidiennes des Molenbeekois. Parmi les problèmes les plus visibles et les plus persistants figurent les dépôts clandestins, qui dégradent l'espace public, mobilisent quotidiennement les équipes communales et représentent un coût important pour la collectivité.

La commune indique elle-même que des moyens importants sont consacrés à leur enlèvement et à la lutte contre les incivilités : interventions des équipes de propreté, travail de la cellule Incivilités, recherche d'indices permettant d'identifier les auteurs, contrôles et utilisation de caméras.

Ces dispositifs sont nécessaires. Mais encore faut-il pouvoir en mesurer les résultats.

Les dernières données facilement accessibles au public ne permettent pas toujours de disposer d'une vision suffisamment récente de l'évolution de la situation. Il nous paraît dès lors utile que le Conseil communal puisse connaître le bilan des actions menées en 2025 et durant les premiers mois de 2026.

Au-delà du nombre de dépôts enlevés, une question nous semble essentielle : **dans quelle mesure parvenons-nous réellement à identifier et à responsabiliser leurs auteurs ?**

Lorsqu'un dépôt clandestin est abandonné sur la voie publique, ce sont en effet les Molenbeekois qui supportent collectivement le coût de son enlèvement. Lorsque l'auteur peut être identifié, il est légitime que celui-ci assume les conséquences de son comportement.

Nous souhaitons dès lors poser les questions suivantes au Collège :

1. Combien de tonnes de dépôts clandestins ont été collectées par les services communaux en 2024, en 2025 et depuis le début de l'année 2026 ?
2. Quel coût leur enlèvement et leur traitement ont-ils représenté pour la commune durant ces mêmes périodes ?
3. Combien de constats relatifs à des dépôts clandestins ou autres faits de malpropreté ont été établis en 2025 et depuis le début de l'année 2026 ?
4. Dans combien de dossiers les auteurs ont-ils pu être identifiés ?
5. Combien de sanctions administratives ont été infligées et quels montants ont effectivement été réclamés et encaissés ?
6. Lorsque l'auteur d'un dépôt clandestin est identifié, la commune lui réclame-t-elle, en plus de l'éventuelle sanction, les frais liés à l'enlèvement et au traitement du dépôt ? Dans l'affirmative, combien de fois cette procédure a-t-elle été appliquée et quels montants ont effectivement été récupérés ?
7. Quel bilan le Collège tire-t-il de l'utilisation des caméras dans la lutte contre les dépôts clandestins ? Combien de faits ou d'auteurs ont pu être identifiés grâce à ce dispositif ?
8. Existe-t-il aujourd'hui des lieux particulièrement touchés par les dépôts clandestins et, dans l'affirmative, quelles actions spécifiques y sont menées ?
9. Enfin, le Collège envisage-t-il de renforcer les contrôles et les moyens permettant d'identifier les auteurs récidivistes ?

La lutte contre les dépôts clandestins ne peut pas reposer uniquement sur leur enlèvement. Nettoyer est indispensable, mais identifier, sanctionner et responsabiliser ceux qui salissent l'espace public l'est tout autant.

Chaque euro consacré à réparer une incivilité est un euro qui ne peut pas être consacré à une autre politique communale. Lorsque l'auteur est identifié, il nous paraît donc essentiel que le principe de responsabilisation puisse pleinement s'appliquer.

je vous remercie pour vos réponses.

Le point est reporté.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Milis, MR-gemeenteraadslid, betreffende de sluikstorten in Molenbeek, de balans en de responsabilisering van de daders.

Het punt wordt verdaagd.

26.08.2026/A/0034 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Garcia, conseillère communale MR, relative aux licenciements et aux mesures d'économies.

Madame la Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les membres du Collège,

La situation financière de notre commune a conduit la majorité à annoncer et à mettre en œuvre plusieurs mesures d'économie importantes.

Parmi celles-ci figurent notamment des réductions de personnel. La suppression de 40 postes au total a été annoncée, dont 20 au sein de l'administration communale.

Au-delà des annonces et des chiffres présentés lors des discussions budgétaires, il nous paraît aujourd'hui nécessaire que le Conseil communal puisse disposer d'une vision précise de la mise en œuvre de ces mesures et, surtout, de leurs conséquences concrètes.

Car derrière chaque économie réalisée sur le personnel se pose une question essentielle : quel est son impact sur le fonctionnement de l'administration et sur les services rendus aux Molenbeekois ?

Certaines économies peuvent évidemment être nécessaires compte tenu de la situation financière de la commune. Mais elles doivent être réalisées de manière réfléchie, en préservant autant que possible les services essentiels et en évitant que les habitants ne soient les premiers à en subir les conséquences.

Nous souhaitons dès lors poser les questions suivantes au Collège :

1. Parmi les suppressions de postes annoncées, combien ont effectivement été réalisées à ce jour au sein de l'administration communale ?
2. Quels services et quelles fonctions sont concernés ?
3. Ces réductions résultent-elles de licenciements, de départs naturels non remplacés, de fins de contrats ou d'autres mesures ?
4. Quel montant d'économie annuelle le Collège avait-il initialement prévu grâce à ces mesures et quel montant peut aujourd'hui être considéré comme effectivement réalisé ou engagé ?
5. Certains services communaux connaissent-ils, à la suite de ces réductions, une diminution de leurs effectifs susceptible d'avoir un impact sur leurs missions ou sur les délais de traitement des demandes des citoyens ?
6. Le Collège dispose-t-il d'indicateurs permettant de mesurer l'évolution des délais d'attente et de traitement dans les principaux services en contact avec la population ?
7. D'autres suppressions de postes, non-remplacements ou mesures d'économie touchant le personnel sont-ils envisagés d'ici la fin de l'année 2026 ?
8. Plus largement, quel est aujourd'hui l'état d'avancement du plan d'économies annoncé par la majorité et quel montant total d'économies structurelles a effectivement été réalisé à ce jour ?

Dans un contexte financier difficile, la transparence est indispensable. Le Conseil communal doit pouvoir connaître non seulement les économies annoncées, mais également celles qui sont réellement réalisées et leurs conséquences sur le fonctionnement de notre administration.

Pour le groupe MR-VLD, le redressement des finances communales est indispensable. Mais il doit s'accompagner d'une gestion rigoureuse, de choix clairement assumés et d'une attention constante à la qualité des services rendus aux Molenbeekois.

Je vous remercie pour vos réponses.

Gloria Garcia Fernandez

Cheffe de file MR

Le point est reporté.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door mevrouw Garcia, MR-
gemeenteraadslid, betreffende de ontslagen en de besparingsmaatregelen.**

Het punt wordt verdaagd.

26.08.2026/A/0035 **Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Garcia, conseillère
communale MR, relative à la reprise du RWDM.**

Madame la Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les membres du Collège,

Le 1er août dernier, la reprise du RWDM par Thierry Dailly a été officiellement finalisée.

Nous pouvons évidemment nous réjouir qu'une solution ait pu être trouvée pour assurer l'avenir d'un club aussi étroitement lié à l'histoire et à l'identité de Molenbeek.

Cette reprise intervient néanmoins après plusieurs mois d'incertitude quant à l'avenir du club et, par conséquent, quant à celui du stade Edmond Machtens, propriété de notre commune.

Le Conseil communal s'était d'ailleurs déjà penché sur cette question au début de cette année.

En janvier 2026, il a notamment été amené à modifier la répartition de certaines charges liées au stade, en transférant au RWDM la responsabilité et les frais liés à l'entretien, à la réparation, au remplacement et au placement du système de vidéosurveillance, jusqu'alors supportés par la commune.

En février dernier, notre groupe avait également interrogé le Collège sur les conséquences juridiques et financières que les difficultés du RWDM pourraient entraîner pour la commune et pour le stade Machtens.

Aujourd'hui, la situation a fondamentalement changé puisque le club a un nouveau propriétaire.

Cette reprise soulève dès lors une question simple mais essentielle pour le Conseil communal : **quelles discussions ont eu lieu avec la commune et quelles conditions ont éventuellement été accordées pour permettre ou faciliter cette reprise ?**

Nous souhaiterions dès lors obtenir des réponses précises aux questions suivantes :

1. Le Collège ou l'administration communale ont-ils rencontré Thierry Dailly ou ses représentants avant la finalisation de la reprise du RWDM le 1er août dernier ?
2. Dans l'affirmative, quelles demandes ont été formulées auprès de la commune concernant le stade Edmond Machtens ou les conditions de son occupation ?
3. La question du loyer ou de la redevance d'occupation du stade a-t-elle fait l'objet de discussions dans le cadre de cette reprise ? Quel montant le RWDM paie-t-il actuellement à la commune pour l'occupation du stade ?
4. La répartition des charges énergétiques – eau, gaz et électricité – a-t-elle été discutée ou modifiée ? Qui assume aujourd'hui chacune de ces dépenses ?
5. La répartition des frais d'entretien, de réparation et de fonctionnement du stade a-t-elle été modifiée ou fait-elle actuellement l'objet de négociations avec la nouvelle direction ?
6. L'avenant adopté par le Conseil communal en janvier 2026, qui transférait au RWDM les frais liés

au système de vidéosurveillance, reste-t-il intégralement d'application après la reprise ?

7. La nouvelle direction du RWDM a-t-elle sollicité de la commune la réalisation ou le financement de travaux ou d'investissements supplémentaires au stade Machtens ?
8. Plus largement, la commune a-t-elle accordé ou s'est-elle engagée à accorder un avantage financier, matériel ou logistique dans le cadre de cette reprise ?
9. Une nouvelle convention ou un avenant à la convention d'occupation du stade est-il actuellement en préparation ou en négociation ? Dans l'affirmative, quand sera-t-il soumis au Conseil communal ?
10. Enfin, le Collège peut-il garantir au Conseil communal que tout nouvel engagement ayant un impact financier pour la commune fera l'objet d'une information transparente et, lorsque cela est requis, d'une décision du Conseil communal ?

Nous souhaitons évidemment que le RWDM puisse retrouver la stabilité nécessaire à son développement et continuer à faire vivre le football à Molenbeek.

Mais cette volonté de soutenir l'avenir du club doit aller de pair avec une gestion rigoureuse et transparente du patrimoine communal.

La reprise du RWDM constitue une nouvelle étape. Il est donc légitime que les conseillers communaux et les Molenbeekois sachent clairement **ce que le club prend en charge et ce que la commune prend en charge**, et si cet équilibre a été modifié dans le cadre de la reprise.

Je vous remercie pour vos réponses.

Gloria Garcia Fernandez

Cheffe de file MR.

Le point est reporté.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door mevrouw Garcia, MR-
gemeenteraadslid, betreffende de overname van RWDM.**

Het punt wordt verdaagd.

26.08.2026/A/0036 **Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation introduite par Madame Sagon, conseillère
communale ECOLO GROEN, concernant les actions en justice relatives à la
route aérienne RNP 07L : qu'attend Molenbeek.**

Le point est reporté.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Secrétariat communal - Interpellatie ingediend door Mevrouw Sagon,
gemeenteraadslid ECOLO GROEN over de rechtszaken aangaande de RNP 07L
vliegroute: waar blijft Molenbeek.**

Geachte burgemeester, geachte voorzitter, geachte schepenen, geachte collega's,

Op 22 april gaf deze gemeenteraad unaniem het college de machtiging om alle nuttige gerechtelijke stappen te zetten tegen de extreme geluidsoverlast van de nieuwe vliegroute RNP07L.

Op 13 mei was er dan een meeting voor bezorgde burgers, waar iedereen zelfs rechtstreeks vragen kon stellen aan de advocaat die u had gecontacteerd - wat ten

zeerste werd geapprecieerd. Toen werd ons meegedeeld dat Sint-Jans-Molenbeek als eerste gemeente zelf een milieustakingsvordering zou instellen, waarbij de dagvaardiging diezelfde vrijdag 15 mei zou vertrekken.

We zijn nu 26 augustus, meer dan vier maanden later, en we begrijpen niet goed wat er aan de hand is.

Ter herinnering: Molenbeek is officieel de grootste verliezer sinds de invoering van de nieuwe RNP 07L-vliegroute. Volgens de jaarlijkse studie naar de geluidsimpact van de luchthaven zijn er in **Molenbeek maar liefst 10.596 ernstig slaapverstoorden, een toename van 54 procent tegenover het jaar ervoor. Dat is meer dan 10 procent van onze bevolking die niet of niet degelijk kan slapen.** En dat zijn nog de officiële cijfers, onder toezicht van Brussels Airport. Het is dan ook niet ondenkbaar dat de werkelijke impact nog groter is. In Koekelberg is de toename ook heel groot: +47 procent. Maar daar neemt burgemeester P'tito duidelijk haar verantwoordelijkheid en staat ze zichtbaar op de barricades.

Waar is ons bestuur? De pers rapporteerde vorige week dat het Brussels Gewest uiteindelijk op 29 juli een milieustakingsvordering instelde, waarbij gemeenten Koekelberg, Ganshoren, Jette, Sint-Agatha-Berchem, Schaarbeek, Evere en Sint-Pieters-Woluwe zich al aansloten.

- **Hoe zit het met de deelname van Molenbeek aan deze milieustakingsvordering? Waarom maakt Molenbeek — aanvankelijk de gemeente die al eerste zelf een procedure zou instellen — daar vandaag nog geen deel van uit?**
- Normaliter wordt een milieustakingsvordering behandeld volgens de procedureregels van het kort geding wegens hoogdringendheid. Gezien de maandenlange vertraging, vindt u het ook niet logisch dat de rechter dit argument niet heeft gevolgd en dat er dus pas op 11 januari 2027 een eerstvolgende zitting volgt?
- Overweegt het college om - net zoals Koekelberg - onze gemeente aan te doen sluiten bij de rechtszaak door 42 Vlaamse gezinnen uit Dilbeek en omstreken bij de Nederlandstalige rechtbank?
- En finaal: Molenbeek wordt niet alleen getroffen door RNP 07L. We hebben ook de bestaande vliegroutes, zoals de Kanaalprocedure en de gruwelijk luide KILO-procedure. **Wat doet de gemeente hieromtrent? Wat zijn de plannen? Is de gemeente aangesloten bij procedures hieromtrent?**

Onze inwoners verdienen een bestuur dat niet alleen beloftes maakt, maar ook effectief stappen zet om hun gezondheid en levenskwaliteit te verdedigen.

Dank u bij voorbaat voor uw antwoorden.

Hilde Sagon

Het punt wordt verdaagd.

Levée de la séance à 18:33
Opheffing van de zitting om 18:33

Secrétaire f.f.,
Wnd. Secretaris,

Le Président,
De Voorzitter,

Marijke Aelbrecht

Hassan Rahali

